



**PRÉFET  
DU CHER**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

## **Direction des collectivités locales et de la coordination interministérielle**

**Arrêté préfectoral d'autorisation environnementale n° 2023-0737 du 22 mai 2023  
relatif au renouvellement et à l'extension de la carrière de sables et graviers située au  
lieu-dit « La Baronnière » sur les communes de Brinon-sur-Sauldre et Clémont et  
exploitée par la SAS Entreprise CASSIER**

Le Préfet du Cher  
Officier de l'Ordre National du Mérite

- Vu** le code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre Ier ;
- Vu** le code minier ;
- Vu** la nomenclature des installations classées ;
- Vu** la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement ;
- Vu** le titre II du livre V du code du patrimoine relatif à l'archéologie préventive ;
- Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment son article 43 ;
- Vu** le décret du 29 juillet 2022 du Président de la République portant nomination de monsieur Maurice BARATE, préfet du Cher ;
- Vu** le décret du 20 avril 2023 du Président de la République portant nomination de madame Camille de WITASSE THÉZY, secrétaire générale de la préfecture du Cher ;
- Vu** l'arrêté ministériel modifié du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 26/11/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 ;
- Vu** l'arrêté ministériel modifié du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitutions de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté modifié du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;
- Vu** l'arrêté préfectoral régional n° 20-067 du 21 juillet 2020 approuvant le schéma régional des carrières Centre-Val de Loire ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2016-01-0632 du 10 juin 2016 approuvant le schéma départemental des carrières du Cher ;
- Vu** l'arrêté du 17 octobre 2019 portant approbation du plan régional de prévention et de gestion des déchets (PRPGD) de la région Centre-Val de Loire ;

**Vu** l'arrêté du 18 mars 2022 portant approbation du schéma directeur de gestion des eaux du bassin Loire-Bretagne et arrêtant le programme pluriannuel de mesures correspondant pour la période 2022-2027 ;

**Vu** l'arrêté du 15 mars 2022 portant approbation du plan de gestion du risque inondation (PGRI) sur le bassin Loire-Bretagne ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2003.1.197 du 14 février 2003, modifié par les arrêtés préfectoraux complémentaires des 9 mars 2009 et 22 décembre 2014 antérieurement délivrés à la société Entreprise CASSIER pour la carrière qu'elle exploite sur le territoire des communes de Brinon-sur-Sauldre et Clémont au lieu-dit « La Baronnière » ;

**Vu** l'arrêté du 12 mai 1993 relatif à la liste des espèces végétales protégées en région Centre complétant la liste nationale ;

**Vu** l'arrêté du 23 avril 2007 modifié par arrêté du 15 septembre 2012 et fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

**Vu** l'arrêté du 19 novembre 2007 fixant les listes des amphibiens et des reptiles protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

**Vu** l'arrêté du 29 octobre 2009 modifié fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2023-0721 du 15 mai 2023 accordant délégation de signature à madame Camille de WITASSE THÉZY, secrétaire générale de la préfecture, sous-préfète chargée de l'arrondissement de Bourges ;

**Vu** la demande du 5 novembre 2021, présentée par la société SAS Entreprise CASSIER dont le siège social est situé à « La Ballastière » sur le territoire de la commune de Saint-Pierre-des-Corps 37 700, à l'effet d'obtenir l'autorisation environnementale pour le renouvellement et l'extension de la carrière de sables et graviers située au lieu-dit « La Baronnière » sur les communes de Brinon-sur-Sauldre et Clémont ;

**Vu** les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R. 181-18 à R.181-32 du code de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté n° 22/0021 du 12 janvier 2022 délivré par la Préfète de région, portant prescription et attribution d'un diagnostic d'archéologie préventive relatif à l'exploitation de la carrière ;

**Vu** l'avis de l'Autorité Environnementale en date du 23 décembre 2022 ;

**Vu** la décision en date du 10 janvier 2023 du président du tribunal administratif d'Orléans, portant désignation du commissaire-enquêteur ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2023-0035 du 20 janvier 2023 ordonnant l'organisation d'une enquête publique pour une durée de 31 jours du 14 février 2023 au 16 mars 2023 inclus sur le territoire des communes de Brinon-sur-Sauldre, Clémont et Sainte-Montaine ;

**Vu** l'accomplissement des formalités d'affichage réalisé dans ces communes de l'avis au public ;

**Vu** la publication en date du 27 janvier 2023 et du 17 février 2023 de cet avis dans deux journaux locaux ;

**Vu** les avis émis par les conseils municipaux des communes de Brinon-sur-Sauldre, Clémont et Sainte-Montaine et du conseil communautaire Sauldre et Sologne ;

**Vu** le registre d'enquête et l'avis du commissaire enquêteur du 14 avril 2023 ;

**Vu** le mémoire en réponse de l'exploitant en date du 31 mars 2023 en réponses aux observations formulées au cours de l'enquête publique et retranscrites dans le procès-verbal de synthèse du commissaire enquêteur du 20 mars 2023 ;

**Vu** l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet de la préfecture ;

**Vu** le rapport et les propositions en date du 27 avril 2023 de l'inspection des installations classées ;

**Vu** l'avis favorable en date du 9 mai 2023 du conseil départemental de la nature des paysages et des sites, en formation « carrière », au cours duquel le demandeur a été entendu ;

**Vu** le projet d'arrêté porté le 28 avril 2023 à la connaissance du demandeur ;

**Vu** la lettre du pétitionnaire en date du 9 mai 2023 émettant des observations sur le projet d'arrêté et les prescriptions ;

**CONSIDÉRANT** les faits justifiant une procédure d'autorisation d'autorisation environnementale au titre de la législation des installations classées et répertoriée à la rubrique 2510 de la nomenclature des installations classées, au titre de la Loi sur l'eau et répertoriée aux rubriques 2150 et 3230 de la nomenclature des installations ouvrages travaux et aménagement (IOTA), au titre du code forestier autorisation de défrichement et dérogations espèces protégées ;

**CONSIDÉRANT** que le projet est compatible avec le schéma régional des carrières Centre Val de Loire approuvé le 21 juillet 2020 ;

**CONSIDÉRANT** les craintes relatives aux effets de l'augmentation du bruit exprimées par l'association Sologna Nature Culture ;

**CONSIDÉRANT** que le projet est situé en dehors de toute zone inondable ;

**CONSIDÉRANT** les mesures périodiques de bruit et de retombées de poussières, les mesures d'évitement de poussières et sonores dans l'environnement, prescrites dans le présent arrêté ;

**CONSIDÉRANT** que les conditions d'aménagement et d'exploitation fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation doivent tenir compte, d'une part, de l'efficacité des techniques disponibles et de leur économie, d'autre part de la qualité, de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants, ainsi que la gestion équilibrée de la ressource en eau ;

**CONSIDÉRANT** que des garanties financières doivent être constituées afin de permettre le réaménagement de la carrière, en cas de défaillance ou de disparition juridique de l'exploitant, conformément aux dispositions des articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** qu'en application des dispositions de l'article L. 181-3 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

**CONSIDÉRANT** que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R. 181-18 à R. 181-32, des observations des conseils municipaux de Brinon-sur-Sauldre, Clémont et Sainte-Montaine, du conseil communautaire Sauldre et Sologne, et des services déconcentrés de l'Etat et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

**CONSIDÉRANT** que les mesures d'évitement, réduction et de compensation des risques d'accident ou de pollution de toute nature édictées par l'arrêté ne sont pas incompatibles avec les prescriptions d'urbanisme ;

**CONSIDÉRANT** que la dérogation au titre des espèces protégées ne nuit pas au maintien, dans un état de conservation favorable, des populations des espèces concernées dans leur aire de répartition naturelle ;

**CONSIDÉRANT** que le défrichement est subordonné à une compensation ;

**CONSIDÉRANT** que le projet d'arrêté a été soumis à l'exploitant ;

**CONSIDÉRANT** que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies,

Le pétitionnaire entendu,

Sur proposition de madame la secrétaire générale de la préfecture,

## 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

## 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

## 1.1.1 Exploitant titulaire de l'autorisation

La SAS Entreprise CASSIER, dont le siège social est situé à « La Ballastière » sur le territoire de la commune de Saint-Pierre-des-Corps 37 700, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire des communes de Brinon-sur-Sauldre et de Clémont, au lieu-dit « La Baronnière » (coordonnées Lambert 93 X = 646 800 m et Y = 6 716 835 m), les installations détaillées dans les articles suivants.

La présente autorisation environnementale tient lieu de :

- Dérogation aux interdictions édictées pour la conservation de sites d'intérêt géologique, d'habitats naturels, d'espèces animales non domestiques ou végétales non cultivées et de leurs habitats en application du 4° de l'article L. 411-2 ;
- Autorisation de défrichement en application des articles L. 214-13, L. 341-3, L. 372-4, L. 374-1 et L. 375-4 du code forestier.

## 1.1.2 Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs

Les prescriptions du présent arrêté annulent et remplacent les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2003.1.197 du 14 février 2003, modifié par les arrêtés préfectoraux complémentaires des 9 mars 2009 et 22 décembre 2014 antérieurement délivrés à la société Entreprise CASSIER pour qu'elle exploite une carrière sur le territoire des communes de Brinon-sur-Sauldre et Clémont au lieu-dit « La Baronnière ».

## 1.1.3 Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration ou soumises à enregistrement

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier notablement les dangers ou inconvénients de cette installation, conformément à l'article L. 181-1 du code de l'environnement.

## 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS

## 1.2.1 Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées ou par une rubrique de la nomenclature loi sur l'eau

Rubrique	Alinéa	Régime (*)	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume autorisé (VA)	Unités du VA
2510	1	A	Exploitation de carrières, à l'exception de celles visées aux points 5 et 6	Carrière de sables et graviers	-	-	-	300 000	tonnes par an
2515	1-a	E	Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange		Puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation	> 200	kW	650	kW

			de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2.						
2517	1	E	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques.		Superficie de l'aire de transit	> 10 000	m <sup>2</sup>	20 000	m <sup>2</sup>

(\*) A (autorisation), E (Enregistrement),

Volume autorisé : l'exploitation est autorisée pour un volume maximal de 300 000 tonnes/an (150 000 tonnes/an en moyenne), le rythme de fonctionnement est envisagé toute l'année du lundi au vendredi de 7h00 à 18h00 jours ouvrés.

L'installation est visée par les rubriques de la nomenclature eau suivantes:

Rubrique	Régime (A, D, NC)	Libellé de la rubrique (opération)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume autorisé (VA)	Unités du VA
2.1.5.0	A	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant :		La surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant :	> ou = 20	ha	56,9	ha
3.2.3.0	A	Plans d'eau (permanents ou non)	Plan d'eau en cours d'exploitation et/ou à l'issue de l'exploitation	Superficie en eau	> 3	ha	Plan d'eau Nord : 20 Plan d'eau Sud : 26	ha

(\*) A (autorisation),

### 1.2.2 Situation de l'établissement

L'emprise autorisée est d'une superficie totale de 56 ha 86 a 65 ca pour une surface exploitable de 49 ha 01 a 14 ca et concerne les parcelles suivantes par référence au plan cadastral annexé au présent arrêté. Toute modification de dénomination des parcelles concernées devra être déclarée à l'inspecteur de l'environnement en charge des installations classées.

Communes	Lieux-dits	Parcelles	Superficie autorisée	Superficie exploitée
Brinon-sur-Sauldre	La Baronnière	B 202	1 ha 38 a 93 ca	1 ha 36 a 70 ca
	La Baronnière	B 203	11 ha 72 a 99 ca	11 ha 10 a 19 ca
	La Baronnière	B 820	2 ha 88 a 97 ca	2 ha 58 a 15 ca
	La Baronnière	B 821	0 ha 19 a 02 ca	0 ha 18 a 50 ca
	Le Limon	B 204	4 ha 04 a 00 ca	3 ha 41 a 00 ca
	Le Limon	B 210 pp	0 ha 41 a 92 ca	0 ha 09 a 50 ca
Clémont	La Baronnière	C 1290	6 ha 89 a 89 ca	5 ha 39 a 60 ca
	La Baronnière	C 535 pp	1 ha 92 a 54 ca	1 ha 01 a 50 ca
	La Baronnière	C 536 pp	0 ha 45 a 82 ca	0 ha 28 a 00 ca
	La Baronnière	C 544	0 ha 75 a 12 ca	0 ha 47 a 00 ca
	La Baronnière	C 545	2 ha 18 a 91 ca	1 ha 44 a 50 ca
	La Baronnière	C 1291	20 ha 33 a 31 ca	18 ha 65 a 00 ca
	La Baronnière	C 1538 pp	3 ha 43 a 60 ca	3 ha 01 a 50 ca
	Les Landes	C 1310	0 ha 21 a 63 ca	

Les installations citées à l'article 1.2.1 ci-dessus sont reportées avec leurs références sur le plan de situation de l'établissement annexé au présent arrêté (annexe 1 et 2).

### 1.2.3 Matériaux extraits et quantités autorisées

Les matériaux extraits de la carrière sont des matériaux siliceux (sables et graviers « alluvions anciennes de la moyenne terrasse ») pour une production maximale de matériaux extraits de la carrière de 300 000 tonnes/an (avec une moyenne de 150 000 tonnes/an). La quantité totale autorisée à extraire est de 4 800 000 tonnes.

### 1.2.4 Consistance des installations autorisées

L'extraction est effectuée à ciel ouvert en fouille sèche par engins mécaniques pour les premiers mètres (3 à 4 m), et au-delà en fouille noyée par une dragueline (sans pompage des eaux d'exhaures).

L'exploitation de la carrière est une activité permanente pendant les jours ouvrés de 7h00 à 18h00 (sous réserve du respect de l'article 2.1.4 du présent arrêté).

Après un stockage provisoire à proximité de la zone d'extraction, les matériaux extraits sont ensuite acheminés jusqu'à l'installation de traitement au moyen d'un convoyeur à bande.

L'installation de traitement est composée d'une unité de lavage, criblage et concassage et d'une station de transit.

## 1.3 CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les

différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

## **1.4 DURÉE DE L'AUTORISATION**

### **1.4.1 Durée de l'autorisation et caducité**

L'arrêté d'autorisation environnementale cesse de produire effet lorsque l'installation n'a pas été mise en service ou réalisée dans le délai de trois ans à compter de la notification du présent arrêté, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai conformément à l'article R. 181-48 du code de l'environnement.

En application des articles L. 181-28 et L. 515-1 du code de l'environnement, l'autorisation d'exploiter est accordée pour une durée de 30 années à compter de la date de notification du présent arrêté. Cette durée inclut la phase finale de remise en état du site.

L'exploitation ne peut être poursuivie au-delà que si une nouvelle autorisation est accordée. Il convient donc de déposer une nouvelle demande d'autorisation dans les formes réglementaires et en temps utile. Conformément à l'article R. 181-49 du code de l'environnement, la demande de prolongation ou de renouvellement de l'autorisation est adressée au préfet par le bénéficiaire six mois au moins avant la date d'expiration de cette autorisation.

## **1.5 PÉRIMÈTRE D'ÉLOIGNEMENT**

Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à une distance horizontale d'au moins dix mètres des limites du périmètre autorisé ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêté, à compter du bord supérieur de la fouille, à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale de l'excavation, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute la hauteur.

## **1.6 OBLIGATIONS DE L'EXPLOITANT**

### **1.6.1 Aménagement de l'accès à la carrière**

Conformément à son engagement pris dans le dossier de demande d'autorisation, l'exploitant a mis en place un revêtement sur la totalité du chemin d'accès à la carrière par la RD 923.

### **1.6.2 Aménagements préliminaires**

L'exploitant réalisera les travaux et aménagements suivants :

- assurer le bornage et la clôture du périmètre dès l'obtention de l'autorisation d'extension,
- baliser les zones d'évitement avant de démarrer l'activité sur la zone d'extension,
- mettre en place un merlon phonique en limite de la zone d'extraction de l'extension de la carrière le long des phases d'exploitation 1b, 2 et 3 à l'Est,
- création d'un nouveau bassin de stockage des boues issues du lavage des matériaux sur les terrains de l'extension lors de la première phase.

## **1.7 GARANTIES FINANCIÈRES**

### **1.7.1 Objet des garanties financières**

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités d'extraction de matériaux (carrière) visées à l'article 1.2.1. Conformément au 2° du paragraphe IV de l'article R. 516-2 du code de l'environnement, le montant des garanties financières est établi pour permettre la prise en charge des frais occasionnés par les travaux permettant la remise en état du site après exploitation.

## Montant des garanties financières

Le montant de référence des garanties financières est établi conformément aux dispositions de l'annexe de l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation sur les installations classées.

L'exploitation est menée en périodes quinquennales (annexe 3).

A chaque période correspond un montant de référence de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période (ce montant inclus la TVA). Le schéma d'exploitation et de remise en état en annexe présente les surfaces à exploiter et les modalités de remise en état pendant ces périodes.

### 1.7.1.1 Carrières de matériaux meubles en nappe alluviale ou superficielle

Les superficies indiquées correspondent aux valeurs maximales atteintes au cours de la période considérée.

Périodes	S1 (C1 = 15 555 €/ ha)	S2 (C2 = 34 070 €/ ha)	L (C3 = 47 €/m)	TOTAL en € TTC ( $\alpha = 1,3602$ )
1	7,55	2,96	670	339 745 €
2	10,05	3,57	876	434 077 €
3	10,1	3,75	1970	513 415 €
4	9,6	3,75	1250	456 807 €
5	8,95	2,2	1200	368 029 €
6	8	1,5	990	302 064 €

S1 (en ha) : Somme de la surface de l'emprise des infrastructures au sein de la surface autorisée et de la valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par les surfaces défrichées diminuées de la valeur maximale des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) soumises à défrichement.

S2 (en ha) : Valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la somme des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) diminuée de la surface en eau et des surfaces remises en état.

L (en m) : Valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la somme des linéaires de berges diminuée des linéaires de berges remis en état.

L'indice TP01 (base 2010) utilisé pour le calcul du montant de référence est celui en vigueur en février 2023, soit 127,90 (paru au JO le 16 avril 2023).

### 1.7.2 Établissement des garanties financières

Avant la mise en activité de l'installation, et dans les conditions prévues par le présent arrêté, l'exploitant adresse au Préfet :

- le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- la valeur datée du dernier indice public TP01.

### 1.7.3 Renouvellement des garanties financières

Les garanties financières sont constituées pour une période minimale de deux ans. Conformément au V de l'article R. 516-2 du code de l'environnement, lorsque le respect de la période minimale de deux ans amènerait à dépasser la durée de validité du présent arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter, la période de validité des garanties financières peut être égale à la durée restant à courir de cette autorisation.



En cas de non-renouvellement des garanties financières, le garant informe le préfet par lettre recommandée avec accusé de réception au moins trois mois avant l'échéance de validité de ces garanties. Cette obligation est sans effet sur la durée de l'engagement du garant.

Sauf dans le cas de constitution des garanties par consignation à la Caisse des dépôts et consignation, le renouvellement des garanties financières intervient au moins trois mois avant la date d'échéance du document prévu à l'article 1.7.2.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement.

Une copie est également transmise à l'inspection des installations classées, pour information, à la même date.

#### **1.7.4 Actualisation des garanties financières**

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du préfet dans les cas suivants :

- tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP 01 ;
- sur une période au plus égale à cinq ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 (quinze)% de l'indice TP01, et ce dans les six mois qui suivent ces variations.

#### **1.7.5 Modification du montant des garanties financières**

L'exploitant informe le préfet, dès qu'il en a connaissance, de tout changement de garant, de tout changement de formes de garanties financières ou encore de toutes modifications des modalités de constitution des garanties financières, ainsi que de tout changement des conditions d'exploitation conduisant à une modification du montant des garanties financières.

#### **1.7.6 Absence de garanties financières**

Outre les sanctions rappelées à l'article L. 516-1 du code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L. 171-8 de ce code. Conformément à l'article L. 171-9 du même code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

#### **1.7.7 Appel des garanties financières**

Le préfet peut faire appel aux garanties financières dans les conditions fixées par l'article R. 516-3 du code de l'environnement :

- soit en cas de non-exécution par l'exploitant des opérations mentionnées au IV de l'article R. 516-2 du code de l'environnement, après intervention des mesures prévues au I de l'article L. 171-8 du même code ;
- soit en cas d'ouverture ou de prononcé d'une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de l'exploitant ;
- soit en cas de disparition de l'exploitant personne morale par suite de sa liquidation amiable ou du décès de l'exploitant physique.

Lorsque les garanties financières sont constituées dans les formes prévues au e) du point I. de l'article R. 516-2, et que l'appel mentionné au I. du présent article est demeuré infructueux, le préfet appelle les garanties financières auprès de l'établissement de crédit, la société de financement, l'entreprise d'assurance, la société de caution mutuelle ou le fonds de garantie ou la Caisse des dépôts et consignations, garant de la personne morale ou physique mentionnée au e susmentionné :

- soit en cas d'ouverture ou de prononcé d'une procédure de liquidation judiciaire à l'encontre du garant personne physique ou morale mentionné au e susmentionné ;
- soit en cas de disparition du garant personne morale par suite de sa liquidation amiable ou du décès du garant personne physique mentionné au e susmentionné ;

- soit en cas de notification de la recevabilité de la saisine de la commission de surendettement par le garant personne physique ;
- soit en cas de défaillance du garant personne physique, ou du garant personne morale résultant d'une sommation de payer suivie de refus ou demeurée sans effet pendant un délai d'un mois à compter de la signification de la sommation faite à celui-ci par le préfet.

#### **1.7.8 Levée de l'obligation de garanties financières**

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation des installations nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par les garanties financières ont été normalement réalisés.

Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R. 512-39-1 à R. 512-39-3 et R. 512-46-25 à R. 512-46-27 par l'inspection des installations classées qui établit un procès-verbal constatant la réalisation des travaux.

L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral après consultation des maires des communes intéressées.

En application de l'article R. 516-5 du code de l'environnement, le préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

### **1.8 MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ**

#### **1.8.1 Modification du champ de l'autorisation**

En application des articles L. 181-14 et R. 181-45 du code de l'environnement, le bénéficiaire de l'autorisation peut demander une adaptation des prescriptions imposées par l'arrêté. Le silence gardé sur cette demande pendant plus de quatre mois à compter de l'accusé de réception délivré par le préfet vaut décision implicite de rejet.

Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.

Toute autre modification notable apportée au projet doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. S'il y a lieu, le préfet fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation dans les formes prévues à l'article R.181-45.

#### **1.8.2 Mise à jour de l'étude de dangers et de l'étude d'impact**

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification substantielle telle que prévue à l'article R. 181-46 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

#### **1.8.3 Équipements abandonnés**

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

#### **1.8.4 Transfert sur un autre emplacement**

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'article 1.2.1 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou d'enregistrement ou déclaration.

### **1.8.5 Changement d'exploitant**

La demande de changement d'exploitant est soumise à autorisation. Le nouvel exploitant adresse au préfet les documents établissant ses capacités techniques et financières, l'acte attestant de la constitution de ses garanties financières et les documents attestant du fait que le nouvel exploitant est propriétaire des terrains sur lequel se situe l'installation ou qu'il a obtenu l'accord du ou des propriétaires de ceux-ci.

### **1.8.6 Cessation d'activité**

L'extraction de matériaux commercialisables ne doit plus être réalisée six mois avant l'échéance de l'autorisation.

Sans préjudice des mesures de l'article R. 512-75-1 du code de l'environnement, pour l'application des articles R. 512-39-1 à R. 512-39-5, l'usage à prendre en compte est le suivant : aménagement de deux plans d'eau, l'un de 20 ha au Nord et l'autre de 26 ha au Sud.

Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt six mois au moins avant celui-ci.

### **1.8.7 Remise en état du site**

#### **1.8.7.1 Généralités**

L'exploitant est tenu de nettoyer et remettre en état l'ensemble des lieux affectés par les travaux et les installations de toute nature inhérentes à l'exploitation, compte tenu des caractéristiques essentielles du milieu environnant (annexe 4).

Le site doit être libéré, en fin d'exploitation, de tous les matériels, stockages et installations fixes ou mobiles, mis en place durant les travaux d'extraction.

Aucun dépôt ou épave ne doit subsister sur le site.

Aucun apport de matériaux extérieur n'est autorisé.

La remise en état du site est réalisée en conformité au dossier de demande d'autorisation.

Elle comporte au minimum les dispositions suivantes :

- la mise en sécurité des berges,
- le nettoyage de l'ensemble des terrains et, d'une manière générale, la suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site,
- l'insertion satisfaisante de l'espace affecté par l'exploitation dans le paysage, compte tenu de la vocation ultérieure du site.

#### **1.8.7.2 Remise en état**

La remise en état doit être réalisée conformément au dossier de demande d'autorisation et aux plans annexés au présent arrêté. Globalement, la remise en état du site consiste en la création de deux plans d'eau, l'un de 20 ha au Nord et l'autre de 26 ha au Sud, comportant des zones de hauts-fonds bordées de prairies, de landes et de bois.

Les vocations futures sont celles d'usages privés de chacun des plans d'eau par leurs propriétaires respectifs.

En particulier elle comprend :

- le démontage et l'évacuation de l'installation de traitement et les différents équipements (bascule, locaux, aire étanche, pompes, câbles électrique et téléphonique...). Les travaux de démontage sont réalisés préalablement à l'extraction de l'aire de traitement (en fin de phase 6a pour la dernière phase d'extraction 6b) ;
- les aires de circulation provisoires et les aires de travail doivent être décapées des matériaux stabilisés qui auraient été régalez puis recouvertes de terre végétale ;
- mise en sécurité des berges de façon à les adapter aux usages et créer une diversité de milieux favorables aux espèces végétales et animales ;
- la zone du plan d'eau Nord :
  - des zones de hauts-fonds sont en place dans le plan d'eau où des lits d'argiles étaient présents dans le gisement, les berges sont talutées à l'aide de la terre de découverte avec des pentes comprises entre 10 et 20° ;

- la zone du bassin de boues après séchage est régalée de terres végétales stockées et des plantations (chêne pédonculé) sont réalisées afin de reboiser le bassin ;
- la zone du plan d'eau Sud :
  - une partie des berges est talutée dans la masse du tout-venant sur un linéaire de 1000 m à l'angle Nord-Ouest et au Sud selon une pente de 45° afin de faciliter les écoulements de la nappe. Le haut des berges est régalé de terre ;
  - les berges Nord-Ouest en bordure du bassin de décantation, Sud-Ouest et Est sont talutées avec les terres de découverte selon des pentes comprises entre 10 et 20° ;
  - une zone de haut-fond est modelée en bordure Nord du plan d'eau ;
  - deux mares temporaires sont modelées en haut de la berge Nord-Est ;
  - le secteur du nouveau bassin de boues est recouvert après séchage de terre de découverte. Cette zone est plantée de chênes pédonculés avec un maillage de 2000 plants à l'hectare ;
  - les délaissés réglementaires défrichés sont régalés de terre et plantés de chênes pédonculés en continuité des boisements extérieurs ;
  - les plantations se font sur une bande de cinq m en bordure du périmètre pour conserver un accès au plan d'eau. Les plants sont mis en place sur deux rangs avec une densité d'un arbre tous les cinq m et d'un arbuste tous les deux m ;
- les trois zones d'évitement préservées dans la zone du plan d'eau Sud :
  - les deux zones d'évitement situées au Nord-Est et au Sud-Ouest sont présentés respectivement sous la forme d'une pelouse sèche et d'une lande ;
  - la 3<sup>e</sup> zone d'évitement située à l'est, les terrains de zone humide sont conservés en l'état. Une mare supplémentaire est créée en compensation.

#### 1.8.7.3 Remise en état coordonnée à l'exploitation

La remise en état doit être strictement coordonnée à l'exploitation conformément aux plans de phasage des travaux et de remise en état du site annexés au présent arrêté. L'exploitation de la phase (n + 2) ne peut débuter que si la phase (n) est remise en état. L'exploitant notifie chaque phase de remise en état au préfet.

La surface dérangée (égale à la somme des surfaces en cours d'extraction, des surfaces décapées et des surfaces non remises en état) de la carrière est en tout temps inférieure à cinq ha.

#### 1.8.7.4 Réalisation d'un plan d'eau

Le tracé des rives est effectué de manière à permettre une insertion naturelle du plan d'eau dans son environnement, il ne présente pas de formes trop rectilignes.

Les berges du plan d'eau de la zone Nord présentent des pentes variées comprise entre 10 et 20°.

Une partie des berges du plan d'eau situé en zone Sud (linéaire d'environ 1 000 m) situées perpendiculairement au sens d'écoulement de la nappe présente des pentes de 45°, talutées dans la masse des matériaux en place (à l'angle Nord-Ouest et au Sud).

Les terres de découvertes et les horizons humifères servent à la remise en état de zones situées autour du plan d'eau.

Les plantations terrestres et aquatiques sont réalisées conformément au dossier annexé à la demande d'autorisation.

## 1.9 RÉGLEMENTATION

### 1.9.1 Réglementation applicable

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous (liste non exhaustive):

Dates	Textes
23/01/97	Arrêté ministériel relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement

31/01/08	Arrêté ministériel relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets
22/09/94	Arrêté ministériel relatif aux exploitations de carrières
19/04/10	Arrêté ministériel relatif à la gestion des déchets des industries extractive
26/11/12	Arrêté ministériel relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l' <b>enregistrement</b> au titre de la rubrique n° 2515
10/12/13	Arrêté ministériel relatif aux prescriptions générales applicables aux stations de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques relevant du régime de l' <b>enregistrement</b> au titre de la rubrique n° 2517
07/07/09	Arrêté ministériel relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence
31/07/12	Arrêté ministériel relatif aux modalités de constitutions de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement
09/02/04	Arrêté ministériel relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées.
29/02/12	Arrêté ministériel fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement

### 1.9.2 Respect des autres législations et réglementations

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice :

- des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression,
- des schémas, plans et autres documents d'orientation et de planification approuvés.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

L'autorisation d'exploiter la carrière n'a d'effet utile que dans la limite des droits de propriété de l'exploitant et des contrats de forage dont il est titulaire.

---

## 2 GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT

---

### 2.1 EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

#### 2.1.1 Objectifs généraux

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter le prélèvement et la consommation d'eau ;
- limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes définies ci-après
- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des

paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

L'extraction des matériaux, le stockage des déchets inertes d'extraction issus du fonctionnement de la carrière, et les opérations de remise en état du site doivent, à tout moment :

- garantir la sécurité du public et du personnel, et la salubrité des lieux ;
- préserver la qualité des eaux superficielles et souterraines, ainsi que limiter les incidences de l'activité sur leur écoulement ;
- respecter les éventuelles servitudes existantes.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols, et de nuisance par le bruit et les vibrations, et l'impact visuel.

### **2.1.2 Impacts sur l'environnement : mesures particulières**

L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter d'éventuelles nuisances sonores générées par l'exploitation de la carrière au niveau de la propriété voisine « la Bernotterie ».

Ces aménagements portent sur :

- La mise en place, dans le respect des règles de l'art, d'un merlon phonique en limite de la zone d'extraction de l'extension de la carrière le long des phases d'exploitation 1b, 2 et 3 à l'est. Une fois le merlon édifié et l'exploitation de la phase 1b commencée, il sera procédé à un diagnostic des nuisances sonores liées à l'exploitation de l'extension de la carrière, réalisé à partir du lieu d'habitation de la Bernotterie. Si, à cette occasion, il devait être constaté que la mesure de bruit relevée n'est pas conforme à la réglementation, le merlon sera renforcé, suivant les préconisations édictées par une étude complémentaire de simulation acoustique ;
- L'arrêt de toute activité de la dragueline et de la chargeuse dédiée à l'approvisionnement de la trémie, deux mercredis par mois entre 13 heures et 18 heures, durant les phases d'exploitation 1b, 2 et 3 ;
- Durant les phases d'exploitation 1b, 2 et 3, l'arrêt de toute activité de la dragueline et de la chargeuse dédiée à l'approvisionnement de la trémie, à l'occasion des animations organisées par l'association Sologna Nature et Culture (accueil de classes scolaires, de formations pour adultes...), pour un total maximum de trente (30) jours par an.

Ces suspensions d'activité ne concerneront que les activités d'extraction. Les travaux annexes (qu'il s'agisse notamment de déboisement, défrichement, décapage de terre, diagnostics archéologiques...) demeureront réalisables en toutes circonstances dans les seules limites de la législation applicable.

- La mise en place d'une Commission Locale de Concertation et de Suivi (CLCS), à laquelle seront invités à participer les services de la DREAL, les autres services de l'Etat compétents, par la voie de l'administration préfectorale, les représentants des communes de Clémont et Brinon-sur-Sauldre, les riverains, les associations concernées ;
- Pendant toute la durée d'exploitation de la carrière au titre de l'autorisation de renouvellement et d'extension sollicitée auprès des services de l'Etat, la conservation du seul accès au site uniquement par la voie actuellement empruntée depuis la Route Départementale 923.

### **2.1.3 Consignes d'exploitation**

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

## **2.1.4 Conduite de l'extraction**

### **2.1.4.1 Aménagements préliminaires**

#### **2.1.4.1.1 Information des tiers**

Avant le début de l'exploitation, l'exploitant est tenu de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier, des panneaux indiquant, en caractères apparents, son identité, la référence de l'autorisation préfectorale, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

#### **2.1.4.1.2 Bornage**

Préalablement à la mise en exploitation, l'exploitant est tenu de placer :

- des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation ;
- le cas échéant, des bornes de nivellement.

Ces bornes devront toujours être dégagées et demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

#### **2.1.4.1.3 Eau de ruissellement**

Lorsqu'il existe un risque pour les intérêts visés à l'article L. 211-1 du Titre 1er, Livre II du code de l'environnement, un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre la zone en exploitation sera mis en place à la périphérie de cette zone.

#### **2.1.4.1.4 Déclaration de mise en service**

L'exploitant doit, avant le début de l'exploitation, mettre en place les aménagements préliminaires définis au présent chapitre. Dès que ces aménagements ont été réalisés, l'exploitant notifie au préfet et au maire des communes concernées la mise en service de l'installation. Il adresse, dans le même temps ou au préalable, au préfet le document établissant la constitution des garanties financières.

### **2.1.4.2 Déboisement et défrichage**

Sans préjudice de la législation en vigueur, le déboisement et le défrichage éventuels des terrains sont réalisés progressivement, par phases correspondant aux besoins de l'exploitation et, le cas échéant, en respect des prescriptions édictées au titre 10 « défrichement » du présent arrêté.

La coupe des arbres est réalisée de début novembre à fin février, sauf pour les arbres à cavités (coupés en septembre et octobre). Les travaux de débardage et de dessouchage sont réalisés durant l'été ou l'automne suivant la coupe.

### **2.1.4.3 Décapage des terrains**

Aucune extraction ne doit avoir lieu sans décapage préalable de la zone concernée.

Le décapage des terrains est limité aux besoins des travaux d'exploitation reporter la valeur maximale indiquée dans le dossier.

Le décapage est effectué de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles.

Le dépôt des horizons humifères ne doit pas avoir une hauteur supérieure à 2 m afin de lui conserver ses qualités agronomiques.

### **2.1.4.4 Patrimoine archéologique**

En application de l'arrêté n° 22/0021 du 12 janvier 2022 délivré par le Préfet de région, l'exploitation de la carrière est soumise à la réalisation d'un diagnostic d'archéologie préventive en application des articles R 523-1, R 523-4 et R 523-17 du code du patrimoine.

Un mois avant au minimum, l'exploitant informe par écrit la Direction Régionale des Affaires Culturelles du Centre (service régional de l'archéologie), de la date prévue pour les travaux de décapage. Une copie de ce courrier est transmise à l'inspection des installations classées.

En cas de découverte fortuite de vestiges archéologiques, l'exploitant doit prendre toute disposition pour empêcher la destruction, la dégradation ou la détérioration de ces vestiges. Ces découvertes doivent être déclarées dans les meilleurs délais au service régional de l'archéologie et à l'inspection des installations classées.

#### 2.1.4.5 Extraction

L'exploitation de la carrière est conduite conformément aux plans de phasage des travaux et aux plans de remise en état du site annexés au présent arrêté. Toute modification du phasage ou du mode d'exploitation doit faire l'objet d'une demande préalable adressée au préfet avec tous les éléments d'appréciation.

L'exploitation de la carrière est une activité permanente pendant les jours ouvrés de 7h00 à 18h00, sous réserve du respect de l'article 2.1.4 du présent arrêté.

Les extractions en nappe alluviale ne doivent pas faire obstacle à l'écoulement des eaux superficielles.

Le pompage de la nappe phréatique pour le décapage, l'exploitation et la remise en état est interdit.

L'extraction a lieu à une profondeur maximale de 13 m par rapport au niveau naturel des terrains (de 148 à 150,5 m NGF).

L'extraction est réalisée hors eau sur 3 à 4 m et en eau au-delà de 3 à 4 m.

#### 2.1.4.6 Transport des matériaux

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice des articles L. 131-8 et L. 141-9 du code de la voirie routière.

La totalité des matériaux extraits au droit de l'extension est acheminé vers l'installation de traitement par bandes transporteuses.

L'évacuation des matériaux du site s'effectue par la RD 923, via le chemin de la Baronnière puis :

- vers le Loir et Cher et l'Indre et Loire via Brinon-sur-Sauldre pour environ 13 %,
- vers le Loiret via Clémont pour environ 19 %,
- vers le Cher et le Loiret via Aubigny-sur-Nère et Argent-sur-Sauldre, pour environ 68 %.

Le trafic routier induit par l'exploitation représente environ 48 camions par jours au maximum et 26 en moyenne. Ce trafic comprend également l'apport du gisement de la carrière « des Pointards » située à Brinon-sur-Sauldre.

#### 2.1.4.7 État des stocks de produits – Registre des sorties

L'exploitant tient à jour un registre indiquant le nom du destinataire, la date du prélèvement, le type et la quantité de matériaux extraite, le mode de transport utilisé pour l'acheminement des matériaux et s'il y a lieu, le nom de la société extérieure réalisant le transport. Ce registre est tenu à disposition de l'inspection des installations classées. Un bon de sortie dûment complété et signé par la personne en charge du registre est joint au registre.

#### 2.1.4.8 Contrôles par des organismes extérieurs

L'entreprise doit disposer sur le site de la carrière, d'une bascule et d'une comptabilité précise des quantités extraites et vendues.

Des organismes agréés doivent procéder à des contrôles réguliers portant notamment sur :

- les appareils de pesage ;
- les installations électriques.

Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées, sur le site.



## **2.2 RÉSERVES DE PRODUITS OU MATIÈRES CONSOMMABLES**

### **2.2.1 Réserves de produits**

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants, kits anti-pollution...

## **2.3 INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE**

### **2.3.1 Propreté**

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets, ...

### **2.3.2 Esthétique**

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement,...).

L'exploitant met en place les mesures d'évitement prévues à l'article 9.2.1 du présent arrêté et tout aménagement paysager, notamment sous forme de haie végétale, permettant de diminuer les impacts visuels sur les habitations riveraines. L'exploitant maintient en place les boisements périphériques initiaux, les merlons périphériques à proximité de la plateforme des installations.

## **2.4 DANGER OU NUISANCE NON PRÉVENU**

### **2.4.1 Danger ou nuisance non prévenu**

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du Préfet par l'exploitant.

## **2.5 INCIDENTS OU ACCIDENTS**

### **2.5.1 Déclaration et rapport**

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

## **2.6 PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE**

### **2.6.1 Principe et objectifs du programme d'auto surveillance**

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'auto surveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement. L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les

modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en termes de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'auto surveillance.

### **2.6.2 Mesures comparatives**

Outre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité, afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder à des mesures comparatives, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'auto surveillance. Celui-ci doit être accrédité ou agréé par le ministère chargé de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.

Ces mesures sont réalisées sans préjudice des mesures de contrôle réalisées par l'inspection des installations classées en application des dispositions des articles L. 514-5 et L. 514-8 du code de l'environnement. Conformément à ces articles, l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser ou faire réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol et des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyse sont à la charge de l'exploitant. Les contrôles inopinés exécutés à la demande de l'inspection des installations classées peuvent, avec l'accord de cette dernière, se substituer aux mesures comparatives.

### **2.6.3 Analyse et transmission des résultats de l'auto surveillance**

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise notamment celles de son programme d'auto surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

En particulier, lorsque la surveillance environnementale sur les eaux souterraines ou les sols fait apparaître une dérive par rapport à l'état initial de l'environnement, soit réalisé en application de l'article R 512-8 II 1° du code de l'environnement, soit reconstitué aux fins d'interprétation des résultats de surveillance, l'exploitant met en œuvre les actions de réduction complémentaires des émissions appropriées et met en œuvre, le cas échéant, un plan de gestion visant à rétablir la compatibilité entre les milieux impactés et leurs usages.

Il informe le préfet et l'inspection des installations classées du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

Il est tenu à la disposition permanente de l'inspection des installations classées pendant une durée de 10 ans.

Les résultats de l'auto surveillance des prélèvements et des émissions, sauf impossibilité technique, sont transmis par l'exploitant par le biais du site Internet appelé GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Auto surveillance Fréquentes).

## **2.7 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION**

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

## 2.8 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS À TRANSMETTRE À L'INSPECTION

L'exploitant transmet à l'inspection les documents suivants :

Articles	Documents à transmettre	Périodicités / échéances
1.7.2	Attestation de constitution de garanties financières	Avant la mise en activité de l'installation
1.7.4	Actualisation des garanties financières	Trois mois avant la fin de la période (ou tous les cinq ans), ou avant six mois suivant une augmentation de plus de 15 % de la TP01
1.7.3	Renouvellement des garanties financières	Trois mois avant la date d'échéance du document prévu à l'article 1.5.3.
1.8.1	Modification des installations	Avant la réalisation de la modification.
1.8.2	Mise à jour des études d'impact et de dangers	A l'occasion de toute modification notable
1.8.5	Changement d'exploitant	Avant le changement d'exploitant
1.8.6	Cessation d'activité	Six mois avant la date de cessation d'activité
1.4.1	Dossier de renouvellement et/ou d'extension	Au minimum deux ans avant l'échéance de l'autorisation
2.1.4.4	Patrimoine archéologique	Un mois avant la date prévue pour les travaux de décapage. En cas de découverte fortuite de vestiges archéologiques
2.5.1	Déclaration des accidents et incidents	Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées
5.2.2	Plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière	Avant le début de l'exploitation puis révision tous les cinq ans
6.2.3	Autosurveillance des niveaux sonores	Un an au maximum après la mise en service de l'installation, puis tous les trois ans
3.2 et 3.2.2	Autosurveillance des retombées de poussières dans l'environnement	Campagnes trimestrielles, ou semestrielles le cas échéant. Bilan annuel de l'année N transmis à l'inspection des installations classées avant le 31 mars de l'année N+1.
4.5	Résultats d'autosurveillance des eaux superficielles	Annuellement et saisine des résultats sur GIDAF
2.9.1	Bilans et rapports annuels	Annuel, transmis à l'inspection des installations classées avant le 1 <sup>er</sup> février
2.9.3	Déclaration annuelle des émissions et Enquête annuelle carrière	Annuelle avant le 31 mars, via GERE (site de télédéclaration)

## **2.9 BILANS PÉRIODIQUES**

### **2.9.1 Suivi annuel d'exploitation et rapport annuel**

Un plan orienté et réalisé à une échelle adaptée à sa superficie doit être dressé chaque année. Il est versé au registre d'exploitation de la carrière et fait apparaître notamment :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ses abords dans un rayon de 50 mètres, les noms des parcelles cadastrales concernées ainsi que le bornage ;
- les bords de la fouille ;
- les surfaces défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état ;
- l'emprise des infrastructures (installations de traitement et de lavage des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes ;
- les éventuels piézomètres, cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière ;
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;
- le positionnement des fronts ;
- la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques ainsi que leur périmètre de protection.

Les surfaces S1, S2 et L, des différentes zones (exploitées, en cours d'exploitation, remise en état, en eau...) sont consignées dans une annexe à ce plan. Les écarts par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état produit en vue de la détermination des garanties financières sont mentionnés et explicités.

Un rapport annuel d'exploitation présentant les quantités extraites, la synthèse des contrôles périodiques effectués dans l'année (bruit, eau, etc.), les accidents et tous les faits marquants de l'exploitation est annexé au plan sus-nommé.

Ce plan et ses annexes sont transmis chaque année avant le 1<sup>er</sup> février (pour l'année N-1) à l'inspection des installations classées.

Un exemplaire de ce plan est conservé sur l'emprise de la carrière et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Ce plan doit être réalisé, sur demande de l'inspection des installations classées, par un géomètre expert, notamment pour vérifier l'état d'avancement des travaux de remise en état.

### **2.9.2 Information du public**

Un comité de suivi de l'environnement est mis en place par l'exploitant qui en assure la gestion. Il est composé :

- de représentants des administrations publiques concernées ;
- de représentants de l'exploitant ;
- des riverains ;
- de représentants des collectivités territoriales : maires des communes de Brinon-sur-Sauldre, Clémont, Sainte-Montaine et du conseil communautaire Sauldre et Sologne, représentant du conseil départemental du Cher,
- d'un représentant de chaque association de protection de l'environnement locale ou départementale concernée appartenant à une fédération départementale ou nationale.

Ce comité de suivi se réunit annuellement à l'initiative de l'exploitant qui en fixe l'ordre du jour.

L'exploitant établit préalablement à la réunion annuelle un dossier qui comprend les documents mentionnés au chapitre 2.7. du présent arrêté.

Le dossier précité, est remis et présenté au comité de suivi.

### **2.9.3 Déclaration et enquête annuelle carrière**

L'exploitant est tenu de se conformer aux prescriptions de l'arrêté du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets, notamment les points 1 et 9 de son annexe III relatifs aux exploitations de carrières, et les autres points applicables le cas échéant.

---

## **3 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE**

---

### **3.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS**

#### **3.1.1 Dispositions générales**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations pour limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

#### **3.1.2 Odeurs**

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publiques. La conformité des engins est vérifiée régulièrement.

#### **3.1.3 Voies de circulation**

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées,
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela, des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en cas de besoin,
- la vitesse de circulation des camions et engins sur les pistes non revêtues est limitée à 20 km/h ;
- un système d'arrosage des pistes est mise en place en période sèche, en cas de besoin ;
- les transports des matériaux de granulométrie inférieure à cinq mm sortant de l'installation sont assurés par bennes bâchées ou aspergées ou par tout autre dispositif équivalent ;
- un quai de bâchage des camions est mis à la disposition des chauffeurs par l'exploitant, le cas échéant ;
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées,
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

#### **3.1.4 Émissions diffuses et envols de poussières**

Toutes les dispositions nécessaires sont prises par l'exploitant pour que l'installation ne soit pas à l'origine de poussières susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publiques, et ce même en période d'inactivité.

Les camions qui sortent du site, seront bâchés pour les transports des matériaux de granulométrie inférieure à cinq mm, la vitesse est limitée à 20 km/h sur le site et à 30 km/h sur le chemin de la Baronnière et la piste est arrosée le cas échéant.

En fonction de la granulométrie des produits minéraux, les postes de chargement et de déchargement sont équipés de dispositifs permettant de réduire les émissions de poussières dans l'atmosphère.

Les dispositifs de réduction des émissions de poussières sont régulièrement entretenus et les rapports d'entretien tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

### 3.2 AUTOSURVEILLANCE DES RETOMBÉES DE POUSSIÈRES

Cet article ne s'applique que lors des périodes d'extraction à sec des matériaux de la carrière, soit lors de l'année n de chaque phase quinquennale d'exploitation définie au plan de phasage du présent arrêté.

#### 3.2.1 Plan de surveillance des retombées de poussières

L'exploitant établit un plan de surveillance des émissions de poussières dans l'environnement. Ce plan décrit notamment les zones d'émission de poussières, leur importance respective, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre.

Le plan de surveillance est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le plan de surveillance comprend a minima les 4 stations de mesures réparties comme suit :

Type de station de mesure	Emplacement de la station	Justification du suivi
Station en limite n°1 type (c)	Au Nord-Est de l'installation de traitement. Point 1 sur le plan en annexe	Sous les vents dominants de Sud-Ouest, premières habitations à 300 m
Station en limite n°2 type (c)	Au Sud-Est de l'installation de traitement. Point 2 sur le plan en annexe	Hors directions des vents dominants et secondaires, premières habitations à 300 m
Station en limite n°3 type (c)	Au Sud-Ouest de l'installation de traitement. Point 3 sur le plan en annexe	Sous les vents secondaires de Nord-Est, premières habitations à 580 m
Station n°4, témoin type (a)	Au Nord-Ouest de l'installation de traitement. Point 4 sur le plan en annexe	Hors directions des vents dominants et secondaires, premières habitations à 190 m

Les types (a), (b) et (c) correspondent aux trois types de stations de mesures comprises dans le plan de surveillance du site, conformément à l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié.

Les stations du plan de surveillance sont représentées sur le plan du secteur présenté en annexe du présent arrêté.

L'emplacement des stations de mesures de type (b) et (c) peut être amené à évoluer selon l'avancement de l'exploitation. Une justification précise est alors apportée.

#### 3.2.2 Campagnes de mesures et de suivi des retombées de poussières

Un réseau de mesures des retombées de poussières dans l'environnement est mis en place suivant l'emplacement des stations de mesures défini à l'article 3.2.1 et présenté en annexe 5 du présent arrêté.

En fonction de l'avancement de l'exploitation et de sa configuration, le suivi des retombées de poussières est effectué sur l'ensemble des stations de mesures de type (b) et (c), ou sur une partie d'entre elles seulement. Ce choix sera alors précisément expliqué et justifié dans le bilan annuel prévu à l'article 2.9.1 du présent arrêté.

Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées de poussières. Le respect de la norme NF X 43-014 (2003) dans la réalisation de ce suivi est réputé garantir la représentativité des échantillons prélevés et assurer la justesse et la traçabilité des résultats.

Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m<sup>2</sup>/jour.

Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois.

L'objectif à atteindre est de 500 mg/m<sup>2</sup>/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance.

Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur objectif définie ci-dessus, la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle.

Par la suite, si un résultat excède la valeur objectif prévue ci-dessus, et sauf situation exceptionnelle qui sera explicitée dans le bilan annuel prévu à l'article 2.9.1 du présent arrêté, la fréquence redeviendra trimestrielle pendant huit campagnes consécutives, à l'issue desquelles elle pourra être revue dans les mêmes conditions.

En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu à l'article 2.9.1 du présent arrêté, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.

---

## 4 PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

---

L'implantation et le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement. Elle respecte les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux et du schéma d'aménagement et de gestion des eaux s'il existe.

La conception et l'exploitation de l'installation permettent de limiter la consommation d'eau et les flux polluants.

### 4.1 PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

L'utilisation d'eau pluviales non polluées est privilégiée dans les procédés de nettoyage, d'arrosage des pistes et des stocks de produits ou de déchets non dangereux inertes, etc.

Les eaux d'arrosage des pistes non revêtues et les eaux d'arrosage des stockages sont réutilisées chaque fois que possible.

#### 4.1.1 Origine des approvisionnements en eau

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau.

Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m<sup>3</sup>/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Installation	Origine de la ressource	Prélèvement maximal annuel (m <sup>3</sup> /an)	Prélèvement maximal	
			Horaire (m <sup>3</sup> /h)	Journalier (m <sup>3</sup> /j)
Installation de lavage-criblage-broyage	Plan d'eau	185 000	66	712

#### **4.1.2 Protection des réseaux d'eau potable et des milieux de prélèvement**

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement.

#### **4.1.3 Prescriptions en cas de sécheresse**

En période de sécheresse, l'exploitant doit prendre des mesures de restriction d'usage permettant :

- de limiter les prélèvements aux strictes nécessités des processus industriels,
- d'informer le personnel de la nécessité de préserver au mieux la ressource en eau par toute mesure d'économie ;
- d'exercer une vigilance accrue sur les rejets que l'établissement génère vers le milieu naturel, avec notamment des observations journalières et éventuellement une augmentation de la périodicité des analyses d'auto surveillance ;
- de signaler toute anomalie qui entraînerait une pollution du cours d'eau ou de la nappe d'eau souterraine.

Si, à quelque échéance que ce soit, l'administration décidait dans un but d'intérêt général, notamment du point de vue de la lutte contre la pollution des eaux et leur régénération, dans le but de satisfaire ou de concilier les intérêts mentionnés à l'article L.211-1 du code de l'environnement, de la salubrité publique, de la police et de la répartition des eaux, de modifier d'une manière temporaire ou définitive l'usage des avantages concédés par le présent arrêté, le permissionnaire ne pourrait réclamer aucune indemnité.

L'exploitant doit respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral sécheresse qui lui est applicable dès sa publication.

### **4.2 COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES**

#### **4.2.1 Dispositions générales**

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu à l'article 4.3.1 ou non conforme aux dispositions du chapitre 4.3 est interdit.

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution sont privilégiés pour l'épuration des effluents.

#### **4.2.2 Plan des réseaux**

Un schéma de tous les réseaux d'eaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)
- les secteurs collectés et les réseaux associés
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

#### **4.2.3 Entretien et surveillance**

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.



Les différentes tuyauteries et canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

### **4.3 TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'ÉPURATION ET LEURS CARACTÉRISTIQUES DE REJET AU MILIEU**

#### **4.3.1 Identification des effluents**

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- les eaux pluviales susceptibles d'être polluées ;
- les eaux pluviales non polluées ;
- les eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie y compris celles utilisées pour l'extinction ;
- les eaux polluées : les eaux de procédé, les eaux des laveurs de roues... ;
- les eaux résiduaires après épuration interne : les eaux issues des installations de traitement interne au site ou avant rejet vers le milieu récepteur.

L'exploitant doit s'assurer que les installations de stockage des déchets d'extraction non pollués résultant du fonctionnement des carrières ne génèrent pas de détérioration de la qualité des eaux.

#### **4.3.2 Collecte des effluents**

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement et du séparateur à hydrocarbures qui est implanté en sortie de l'aire étanche disposée pour le ravitaillement des engins.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

#### **4.3.3 Gestion des ouvrages : conception, dysfonctionnement**

La conception et la performance des installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux et du séparateur à hydrocarbures permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.

#### **4.3.4 Entretien et conduite des installations de traitement**

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.

Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.

Le dispositif de traitement est entretenu et vidangé a minima une fois par an. Les documents permettant d'attester de la réalisation de cet entretien sont conservés par l'exploitant.

L'aire étanche associée au dispositif de traitement est dimensionnée et conçue de manière à collecter tous les effluents en un point bas. Le rejet de ces effluents s'effectue impérativement après passage par le dispositif de traitement (séparateur à hydrocarbures).

#### 4.3.5 Localisation des points de rejet

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N°1 - Sortie séparateur à hydrocarbures
Coordonnées Lambert 93	X = 646 760 m Y = 6 716 971 m
Nature des effluents	Eaux pluviales susceptibles d'être polluées
Exutoire du rejet	Milieu naturel : sol
Traitement avant rejet	Séparateur à hydrocarbures
Autres dispositions	Contrôle visuel mensuel du niveau et de l'exutoire. Vidange régulière (au maximum annuelle) par un organisme agréé. Suivi annuel de la qualité des eaux en sortie du séparateur.

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N°2 - Plan d'eau résiduel « Nord »
Coordonnées	Plan en annexe
Nature des effluents	Eaux de ruissellement et plan d'eau résiduel
Exutoire du rejet	Milieu naturel : eaux superficielles
Traitement avant rejet	Aucun
Autres dispositions	Suivi mensuel du niveau d'eau du plan d'eau par échelle limnimétrique. Suivi annuel de la qualité des eaux superficielles au droit du plan d'eau.

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N°3 - Plan d'eau résiduel « Sud »
Coordonnées	Plan en annexe
Nature des effluents	Eaux de ruissellement et plan d'eau résiduel
Exutoire du rejet	Milieu naturel : eaux superficielles
Traitement avant rejet	Aucun
Autres dispositions	Suivi mensuel du niveau d'eau du plan d'eau par échelle limnimétrique. Suivi annuel de la qualité des eaux superficielles au droit du plan d'eau.

#### 4.3.6 Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet

Les dispositifs de rejet des effluents liquides sont aménagés de manière à :

- réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci,
- ne pas gêner la navigation (le cas échéant).

Ils doivent, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur et permettre la réalisation de prélèvement dans le cadre de la surveillance.

#### 4.4 CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DE L'ENSEMBLE DES REJETS

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- Température : < 30 °C ;
- pH : compris entre 5,5 et 8,5 ;
- Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l. Après établissement d'une corrélation avec la méthode utilisant des solutions témoins de platine-cobalt, la modification de couleur, peut en tant que de besoin, également être déterminée à partir des densités optiques mesurées à trois longueurs d'ondes au moins, réparties sur l'ensemble du spectre visible et correspondant à des zones d'absorption maximale.

##### 4.4.1 Dispositions générales

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.

Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.

##### 4.4.2 Rejets dans le milieu naturel

###### 4.4.2.1 VLE pour les rejets en milieu naturel

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies. L'exploitant réalise un contrôle de ces rejets annuellement.

Référence du rejet vers le milieu récepteur : les eaux issues de l'aire étanche (séparateur à hydrocarbures).

Paramètres	Valeurs limites
pH	Entre 5,5 et 8,5
Température	30 °C

Paramètres	Concentration maximale (mg/l)
MEST <sup>(1)</sup> (matières en suspension totale)	35
DCO (demande chimique en oxygène)	125
Hydrocarbures totaux	5

(1) Sur effluent non décanté

En ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double des valeurs limites admissibles.

###### 4.4.2.2 Compatibilité avec les objectifs de qualité du milieu

Le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement.

Les valeurs limites d'émissions prescrites permettent le respect, dans le milieu hors zone de mélange, des normes de qualité environnementales définies par l'arrêté du 20 avril 2005 susvisé complété par l'arrêté du 25 janvier 2010 susvisé.

L'exploitant est responsable du dimensionnement de la zone de mélange associée à son ou ses points de rejets.

#### **4.4.3 Valeurs limites d'émission des eaux exclusivement pluviales**

Les eaux pluviales non polluées tombées sur des aires non imperméabilisées, telles que sur des stocks de matériaux ou de déchets non dangereux inertes, sont drainées par des fossés. La circulation des engins ne pollue pas les eaux de ces fossés.

Ces eaux pluviales non polluées peuvent être infiltrées dans le sol.

Les eaux pluviales entrant en contact avec les zones d'alimentation en carburant et d'entretien des véhicules sont considérées comme des eaux pluviales polluées.

Les eaux pluviales polluées suite à un ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages ou autres surfaces imperméables sont collectées spécifiquement et traitées par un ou plusieurs dispositifs adaptés aux polluants en présence.

En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté.

#### **4.4.4 Eaux pluviales susceptibles d'être polluées**

Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté.

#### **4.4.5 Valeurs limites d'émission des eaux domestiques**

Les eaux domestiques sont traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur.

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation de raccordement délivrée en application de l'article L. 1331-10 du code de la Santé Publique.

Lorsqu'il n'est pas possible de raccorder l'évacuation des eaux usées à un réseau d'assainissement, leur épuration et leur évacuation doivent faire appel aux techniques de l'assainissement autonome et répondre aux dispositions de l'arrêté ministériel du 7 septembre 2009 modifié fixant les prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectifs.

### **4.5 AUTOSURVEILLANCE DES REJETS ET PRÉLÈVEMENTS**

#### **4.5.1 Relevé des prélèvements d'eau**

Les installations de prélèvement d'eaux de toutes origines sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m<sup>3</sup>/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé consultable par l'inspection.

#### **4.5.2 .Fréquences, et modalités de l'auto surveillance de la qualité des rejets aqueux (sortie séparateur à hydrocarbures)**

Les dispositions minimums suivantes sont mises en œuvre :

Paramètres	Périodicité de la mesure	Méthodes de référence (*)
Température	Annuelle	
pH	Annuelle	NF T 90 008
MEST (matières en suspension totale) <sup>(1)</sup>	Annuelle	NF EN 872

DCO (demande chimique en oxygène)	Annuelle	NF T 90101 ou ISO 15705 (utilisable si la concentration est inférieure à 30 mg/l)
Hydrocarbures totaux	Annuelle	NF EN ISO 9377-2 + XP T 90124 ou NF M 07-203
Colorimétrie	Annuelle	NF EN ISO 7887

(\*) : Les normes sont susceptibles d'évoluer.

Pour les eaux déversées dans le milieu naturel, la fréquence des prélèvements et des analyses est au minimum annuelle.

Par défaut, les méthodes d'analyse sont celles définies par l'arrêté du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence.

Les mesures sont réalisées par un organisme extérieur accrédité ou agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.

En cas de dépassement sur un paramètre des valeurs définies à l'article 4.4.2.1, l'exploitant analyse le dépassement et en avertit l'inspection des installations classées.

#### 4.6 SURVEILLANCE DES PLANS D'EAU

L'exploitant met en place une échelle limnimétrique sur le plan d'eau Sud dès sa création.

Paramètres	Périodicité de la mesure	Méthodes de référence (*)
Niveau d'eau	Mensuelle	Échelle limnimétrique
Température	Annuelle	
pH	Annuelle	NF T 90 008
MEST (matières en suspension totale) <sup>(1)</sup>	Annuelle	NF EN 872
DCO (demande chimique en oxygène)	Annuelle	NF T 90101 ou ISO 15705 (utilisable si la concentration est inférieure à 30 mg/l)
Hydrocarbures totaux	Annuelle	NF EN ISO 9377-2 + XP T 90124 ou NF M 07-203

Les mesures sont réalisées par un organisme extérieur accrédité ou agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.

## 5 - DÉCHETS

### 5.1 PRINCIPES DE GESTION DES DÉCHETS AUTRES QUE LES DÉCHETS D'EXTRACTION RÉSULTANT DU FONCTIONNEMENT DE LA CARRIÈRE

#### 5.1.1 Limitation de la production de déchets

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour respecter les principes définis par l'article L. 541-1 du code de l'environnement :

1° En priorité, de prévenir et de réduire la production et la nocivité des déchets, notamment en agissant sur la conception, la fabrication et la distribution des substances et produits et en favorisant le réemploi, ainsi que de diminuer les incidences globales de l'utilisation des ressources et d'améliorer l'efficacité de leur utilisation

2° De mettre en œuvre une hiérarchie des modes de traitement des déchets consistant à privilégier, dans l'ordre :

- a) La préparation en vue de la réutilisation ;
- b) Le recyclage ;

- c) Toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
- d) L'élimination.

3° D'assurer que la gestion des déchets se fait sans mettre en danger la santé humaine et sans nuire à l'environnement, notamment sans créer de risque pour l'eau, l'air, le sol, la faune ou la flore, sans provoquer de nuisances sonores ou olfactives et sans porter atteinte aux paysages et aux sites présentant un intérêt particulier ;

4° D'organiser le transport des déchets et de le limiter en distance et en volume selon un principe de proximité ;

5° De contribuer à la transition vers une économie circulaire ;

6° D'économiser les ressources épuisables et d'améliorer l'efficacité de l'utilisation des ressources.

### **5.1.2 Séparation des déchets**

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité.

Les déchets doivent être classés selon la liste unique de déchets prévue à l'article R. 541-7 du code de l'environnement. Les déchets dangereux sont définis par l'article R. 541-8 du code de l'environnement.

Les huiles usagées sont gérées conformément aux articles R. 543-3 à R. 543-15 du code de l'environnement. Elles doivent être remises à des opérateurs agréés (ramasseurs ou exploitants d'installations de traitement). Dans l'attente de leur ramassage, elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.

Les déchets d'emballage visés par les articles R. 543-66 à R. 543-72 du code de l'environnement sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des déchets valorisables ou de l'énergie.

Les piles et accumulateurs usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions des articles R. 543-128-1 à R. 543-131 du code de l'environnement relatives à l'élimination des piles et accumulateurs usagés.

Les pneumatiques usagés sont gérés conformément aux dispositions des articles R. 543-137 à R. 543-151 du code de l'environnement ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations de traitement).

Les déchets d'équipements électriques et électroniques mentionnés et définis aux articles R. 543-171-1 et R. 543-171-2 sont enlevés et traités selon les dispositions prévues par les articles R. 543-195 à R. 543-200 du code de l'environnement.

Les transformateurs contenant des PCB sont éliminés, ou décontaminés, par des entreprises agréées, conformément aux articles R. 543-17 à R. 543-41 du code de l'environnement.

Les biodéchets produits font l'objet d'un tri à la source en vue de leur valorisation organique, conformément aux articles R. 543-225 à R. 543-227 du code de l'environnement.

### **5.1.3 Conception et exploitation des installations d'entreposage internes des déchets**

Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

En tout état de cause, la durée du stockage temporaire des déchets destinés à être éliminés ne dépasse pas un an, et celle des déchets destinés à être valorisés ne dépasse pas trois ans.

#### 5.1.4 Déchets gérés à l'extérieur de l'établissement

L'exploitant oriente les déchets produits dans des filières propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 et L. 541-1 du code de l'environnement.

Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires (installations de traitement ou intermédiaires) des déchets sont régulièrement autorisées ou déclarées à cet effet.

Il fait en sorte de limiter le transport des déchets en distance et en volume.

#### 5.1.5 Déchets traités à l'intérieur de l'établissement

A l'exception des installations spécifiquement autorisées, tout traitement de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdit.

#### 5.1.6 Transport

L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement.

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R. 541-45 du code de l'environnement. Les bordereaux et justificatifs correspondants sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Les opérations de transport de déchets (dangereux ou non) respectent les dispositions des articles R. 541-49 à R. 541-63 et R. 541-79 du code de l'environnement relatives à la collecte, au transport, au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'importation ou l'exportation de déchets (dangereux ou non) est réalisée en conformité avec le règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

L'ensemble des documents démontrant l'accomplissement des formalités du présent article est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### 5.1.7 Déchets produits par l'établissement

L'extraction du matériau ne produira pas de déchets dangereux, cependant l'entretien du matériel utilisé pour l'extraction générera des déchets classés comme dangereux au sens de la réglementation (huiles usagées...).

D'autres types de déchets non dangereux seront produits de façon discontinue, ils sont issus du remplacement des appareillages usagés (pièce métalliques, bandes caoutchoutées...).

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivantes :

Type de déchets	Code des déchets	Nature des déchets	Niveau de gestion de la société
Déchets issus de l'extraction et de l'exploitation		Terre végétale	Stock sous forme de merlons périphériques puis réutilisée pour la remise en état
	01 04 12	Fines de débouage et de lavage, produits de décantation naturelle	Stocké et réutilisé pour la remise en état
Déchets dangereux non	07 02 99	Bandes transporteuses usées Grilles et toiles en polyuréthane usées de l'installation de traitement de matériaux	Stock dans des bennes DIB puis éliminées par entreprise spécialisée agréée
	16 01 03	Pneumatiques hors d'usage des engins et véhicules	Stock dans conteneur puis reprise par une entreprise

			spécialisée
	16 01 17	Métaux ferreux issus des installations et engins (maintenance et réparation)	Stock dans conteneur puis reprise par une entreprise spécialisée
Déchets dangereux	13 01 00	Huile moteur, de boîte de vitesse et de lubrification usagées	Stock en fût ou conteneurs puis éliminé par une entreprise spécialisée agréée
	15 00 00	Emballages, absorbants, chiffons d'essuyages, ...	Stock dans conteneur puis éliminée par une entreprise spécialisée agréée
	16 01 07	Filtres à huile et carburant	Stock dans conteneur puis éliminée par une entreprise spécialisée agréée
	13 05 08	Contenu de séparateur eau/hydrocarbures pompé régulièrement	Reprise directe par le sous-traitant réalisant l'entretien

### 5.1.8 Autosurveillance des déchets

#### 5.1.8.1 Autosurveillance des déchets

Conformément aux dispositions des articles R. 541-42 à R. 541-48 du code de l'environnement relatifs au contrôle des circuits de traitement des déchets, l'exploitant tient à jour un registre chronologique de la production et de l'expédition des déchets dangereux établi conformément aux dispositions nationales et contenant au moins, pour chaque flux de déchets sortants, les informations suivantes :

- la date de l'expédition du déchet ;
- la nature du déchet sortant (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ;
- la quantité du déchet sortant ;
- le nom et l'adresse de l'installation vers laquelle le déchet est expédié ;
- le nom et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets ;
- le cas échéant, le numéro de notification prévu par le règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts transfrontaliers de déchets ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive n° 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets et abrogeant certaines directives ;
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement.

Le registre peut être contenu dans un document papier ou informatique. Il est conservé pendant au moins trois ans et tenu à la disposition des autorités compétentes.

#### 5.1.8.2 Déclaration

Dans le cas où l'installation produit ou expédie des déchets dangereux en quantité supérieure à 2 t/an, l'exploitant déclare chaque année au ministre en charge des installations classées les déchets dangereux et non dangereux conformément à l'arrêté du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets, dans sa déclaration annuelle prévue à l'article 2.9.3.

## 5.2 PRINCIPES DE GESTION DES DÉCHETS D'EXTRACTION RÉSULTANT DU FONCTIONNEMENT DE LA CARRIÈRE

### 5.2.1 Généralités

Les principaux déchets d'extraction issus de l'exploitation de la carrière proviennent :



- du décapage des terrains (terre végétale) ;
- du lavage des matériaux (boues).

Les zones prévues pour le stockage des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière sont les suivantes :

- terres végétales : 174 000 m<sup>3</sup> à stocker sous forme de merlons périphériques et de dépôt de surface, puis stockage définitif sur les zones remise en état (modelage des berges, régalage des hauts de berges et des abords ;
- fines de débouillage et de lavage, produits de décantation naturelle : 285 600 m<sup>3</sup> à stocker dans les bassins de décantation endigués. Les fines sont destinées à rester dans les bassins de décantation, qui, après remise en place de terres de découverte, seront plantées de chênes pédonculés.

L'exploitant s'assure, au cours de l'exploitation de la carrière, que les déchets d'extraction résultant de l'activité de la carrière, utilisés pour le remblayage et la remise en état de la carrière, ou pour la réalisation et l'entretien des pistes de circulation, ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles et les eaux souterraines. L'exploitant étudie et veille au maintien de la stabilité de ces dépôts.

### **5.2.2 Plan de gestion des déchets d'extraction**

L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation.

Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :

- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;
- la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;
- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;
- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;
- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;
- les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;
- en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;
- une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus au stockage des déchets d'extraction ;
- le cas échéant, les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux installations de gestion de déchets provenant des mines ou carrières.

Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.

---

## **6 - PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES, DES VIBRATIONS ET DES ÉMISSIONS LUMINEUSES**

---

### **6.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

#### **6.1.1 Aménagements**

L'installation fonctionne de 7 heures à 18 heures, cinq jours par semaine (jours ouvrés) sous réserve du respect de l'article 2.1.4 du présent arrêté.

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V titre I du code de l'environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

### **6.1.2 Véhicules et engins**

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions des articles R. 571-1 à R. 571-24 du code de l'environnement, à l'exception des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments visés par l'arrêté du 18 mars 2002 modifié, mis sur le marché après le 4 mai 2002, soumis aux dispositions dudit arrêté.

Les engins de chantier sont munis d'avertisseurs de recul à fréquences mélangées, large bande (type cri de lynx).

### **6.1.3 Appareils de communication**

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

## **6.2 NIVEAUX ACOUSTIQUES**

### **6.2.1 Valeurs Limites d'émergence**

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Les zones à émergence réglementée sont définies sur le plan annexé au présent arrêté (annexe 5).

### **6.2.2 Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation**

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

PÉRIODES	PÉRIODE DE JOUR Allant de 7 h à 22 h, (sauf dimanches et jours fériés)	PÉRIODE DE NUIT Allant de 22 h à 7 h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible	70 dB(A)	60 dB(A)

### **6.2.3 Mesures périodiques des niveaux sonores**

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation (concasseur supplémentaire) puis tous les trois ans. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.

Les résultats des mesures réalisées sont transmis au préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.

## **6.3 VIBRATIONS**

### **6.3.1 Vibrations**

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

## **6.4 ÉMISSIONS LUMINEUSES**

### **6.4.1 Émissions lumineuses**

De manière à réduire la consommation énergétique et les nuisances pour le voisinage, l'exploitant prend les dispositions suivantes :

- les éclairages intérieurs des locaux sont éteints une heure au plus tard après la fin de l'occupation de ces locaux ;
- les éclairages extérieurs des installations et du site sont éteints une heure au plus tard après la fin de journée.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux installations d'éclairage destinées à assurer la protection des biens lorsqu'elles sont asservies à des dispositifs de détection de mouvement ou d'intrusion.

L'exploitant doit s'assurer que la sensibilité des dispositifs de détection et la temporisation du fonctionnement de l'installation sont conformes aux objectifs de sobriété poursuivis par la réglementation, ceci afin d'éviter que l'éclairage fonctionne toute la nuit.

L'installation fonctionne de 7 heures à 18 heures, cinq jours par semaine (jours ouvrés).

---

## **7 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES**

---

### **7.1 PRINCIPES DIRECTEURS**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation.

Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

### **7.2 GÉNÉRALITÉS**

#### **7.2.1 Localisation des risques**

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou mélanges dangereux stockés ou utilisés ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.

Sur le site de la carrière, il peut être distingué une zone à risque d'atmosphère explosive dues aux produits inflammables. Pour cette zone, l'exploitant définit les consignes à observer. Celles-ci sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.

#### **7.2.2 Localisation des stocks de substances et mélanges dangereux**

L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges dangereux présent sur le site sont tenus à jour dans un registre, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.

#### **7.2.3 Propreté de l'installation**

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières. L'exploitant procède régulièrement au nettoyage du site.

#### **7.2.4 Contrôle des accès**

L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.

L'ensemble des installations est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie (clôtures, merlons et un portail).

Dans le cas de l'accès aux zones dangereuses de la carrière (accès aux fronts) la mise en place d'un merlon de 2 mètres de hauteur minimum ne débouchant pas sur le front est toléré. Toutefois, la mise en place d'une clôture est obligatoire dans le cas d'installations (de traitement, de transit, ou autres) pour limiter et contrôler les accès.

#### **7.2.5 Circulation dans l'établissement et voie d'accès**

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.

L'accès à la voirie publique doit être aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique.

#### **7.2.6 Étude de dangers**

L'exploitant met en place et entretient l'ensemble des équipements mentionnés dans l'étude de dangers.

L'exploitant met en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans l'étude de dangers.

#### **7.2.7 Zones dangereuses**

L'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation à ciel ouvert est interdit par une clôture efficace implantée au minimum à 10 m des bords de l'excavation, ou tout autre dispositif équivalent (ex : merlon de deux mètres ne débouchant pas directement sur les bords de l'excavation).

Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et des installations de stockages des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière, d'autre part, à proximité des zones clôturées.

### **7.3 DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES**

#### **7.3.1 Accessibilité et intervention des services de secours**

##### **7.3.1.1 Accessibilité**

L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.

Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

##### **7.3.1.2 Déplacement des engins de secours à l'intérieur du site**

L'exploitant doit assurer la desserte interne du site par une voirie accessible en tout temps par les engins des sapeurs-pompiers.

### **7.4 DISPOSITIF DE PRÉVENTION DES ACCIDENTS**

#### **7.4.1 Installations électriques**

Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.

La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art.

Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.

Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

Les appareils d'éclairage électrique ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation ou sont protégés contre les chocs.

### **7.5 DISPOSITIF DE RÉTENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES**

#### **7.5.1 Organisation de l'établissement**

Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation.

Le décanteur/déshuileur doit faire l'objet d'un contrôle et d'un entretien régulier, et d'une vidange annuelle au minimum.

Les vérifications, les opérations d'entretien et de vidange des rétentions doivent être notées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

### **7.5.2 Rétentions et confinement**

I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts,- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.

II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) est conçue pour pouvoir être contrôlée à tout moment, sauf impossibilité technique justifiée par l'exploitant.

Le stockage des liquides inflammables, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol environnant que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

III. Les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.

IV. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

Les aires de chargement et de déchargement routier sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles.

### **7.5.3 Réservoirs**

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) à la rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les matériaux utilisés doivent être adaptés aux produits utilisés de manière, en particulier, à éviter toute réaction parasite dangereuse. Les réservoirs non mobiles sont, de manière directe ou indirecte, ancrés au sol de façon à résister au moins à la poussée d'Archimède.

### **7.5.4 Règles de gestion des stockages en rétention**

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs installés en fosse maçonnée ou assimilés, et pour les liquides inflammables dans le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté.

### **7.5.5 Élimination des substances ou mélanges dangereux**

L'élimination des substances ou mélanges dangereux récupérées en cas d'accident suit prioritairement la filière déchets la plus appropriée. En tout état de cause, leur éventuelle évacuation vers le milieu naturel s'exécute dans des conditions conformes au présent arrêté.

## **7.5.6 Ravitaillement, stationnement et entretien des engins de chantier**

### **7.5.6.1 Ravitaillement extérieur**

Le camion citerne ravitailleur, ou équivalent, est équipé d'un pistolet anti-débordement et l'opérateur en charge de cette opération contrôle son bon déroulement. L'opérateur est tenu d'être formé à la mise en œuvre des kits anti-pollution et à la conduite à tenir pour limiter la propagation d'une pollution.

Les produits récupérés en cas d'incident ne peuvent être rejetés et doivent être réutilisés ou éliminés comme des déchets.

Le ravitaillement des engins sur chenille est réalisé en bord à bord sur le périmètre d'exploitation. Dans ce cas, ces ravitaillements sont réalisés en présence de kits anti-pollution et de couvertures étanches.

### **7.5.6.2 Aire fixe**

Le ravitaillement, le stationnement des engins de chantier sur pneus (en heure non ouvrable), et l'entretien courant des engins de chantier sur pneus, sont réalisés sur une aire étanche reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Ces eaux sont acheminées vers un déshuileur, dont le dimensionnement est adapté à la surface de l'aire de stationnement, au nombre d'engins stationnés (capacité des réservoirs) et à la météorologie locale. Les eaux en sortie sont dirigées vers un regard réservé aux analyses, avant rejet au milieu naturel.

Ce dimensionnement fait l'objet d'un dossier technique récapitulant les éléments sus-mentionnés, la maintenance adaptée et les données constructeurs relatives à l'efficacité du procédé retenu.

L'exploitant est tenu de conserver ce dossier à la disposition de l'inspection des installations classées.

## **7.6 DISPOSITIONS D'EXPLOITATION**

### **7.6.1 Surveillance de l'installation**

L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.

Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.

### **7.6.2 Vérification périodique et maintenance des équipements**

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.

Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

### **7.6.3 Consignes d'exploitation**

Le personnel travaillant sur le site doit porter des équipements de protection individuelle adaptés aux risques présentés par l'installation (casque, ...), ces matériels doivent être entretenus et vérifiés périodiquement.

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ;
- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- l'obligation du "permis d'intervention" pour les parties concernées de l'installation ;

- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

#### **7.6.4 Interdiction de feux**

Il est interdit d'apporter du feu ou une source d'ignition sous une forme quelconque dans les zones de dangers présentant des risques d'incendie ou d'explosion sauf pour les interventions ayant fait l'objet d'un permis d'intervention spécifique.

#### **7.6.5 Formation du personnel**

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

### **7.7 MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS**

#### **7.7.1 Définition générale des moyens**

L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à l'étude de dangers.

#### **7.7.2 Entretien des moyens d'intervention**

Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie sont vérifiés périodiquement selon les référentiels en vigueur. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

#### **7.7.3 Ressources en eau et mousse**

L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

- un point de pompage dans le plan d'eau facilement accessible des services de secours est aménagé,
- des extincteurs en nombre et en qualité, adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets, et des installations de traitement des matériaux.

#### **7.7.4 Consignes de sécurité**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.



Ces consignes indiquent notamment :

- l'organisation de l'établissement en cas de sinistre,
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),
- le fonctionnement des différents dispositifs de sécurité (dont arrêt d'urgence) et la périodicité des vérifications de ces dispositifs,
- l'emplacement des matériels d'extinction et de secours disponibles et des coups de poing et câble d'urgence des installations,
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.,
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un réservoir,
- la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.

#### **7.7.5 Consignes générales d'intervention**

Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant en aura communiqué un exemplaire. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes.

---

## **8 - CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS DE L'ÉTABLISSEMENT**

---

### **8.1 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À LA RUBRIQUE 2515-1A (E)**

Les installations de broyage, concassage, criblage et lavage sont implantées et exploitées conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515. Elles doivent également respecter les dispositions suivantes :

#### **8.1.1 Intégration dans le paysage**

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour satisfaire à l'esthétisme du site. L'ensemble du site doit être maintenu en bon état de propreté. La hauteur des tas de matériaux stockés est limitée à dix m.

#### **8.1.2 Rétention des aires et locaux de travail**

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des produits dangereux pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les produits répandus accidentellement, pour cela un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les sépare de l'extérieur ou d'autre aires et locaux. Les produits recueillis sont de préférence récupérés et recyclés, ou en cas d'impossibilités traités conformément aux dispositions du présent arrêté.

Les niveaux des réservoirs fixes de stockage sus-nommés doivent pouvoir être visualisés par des jauges de niveau ou dispositifs équivalents et pour les stockages enterrés par des limiteurs de remplissage. Le stockage sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilé. L'étanchéité des réservoirs doit être contrôlable.

Les capacités de rétention doivent être étanches aux produits qu'elles pourraient contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour les dispositifs d'obturation qui doivent être maintenus fermés en conditions normales.

Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne doivent pas être associés à la même cuvette de rétention.

### 8.1.3 Surveillance de l'exploitation

L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.

### 8.1.4 Poussières

Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour que l'installation ne soit pas à l'origine d'émissions de poussières susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publique, et ce même en période d'inactivité.

### 8.1.5 Installation de lavage

L'installation de lavage doit permettre le recyclage intégral des eaux utilisées. Les prélèvements dans la nappe ne compensent que les pertes par évaporation ou infiltration.

Les fines issues de la décantation ou de l'ouvrage de filtration des eaux de lavages seront utilisées pour la remise en état du site. En aucun cas, leur régalage dans l'excavation ne doit compromettre l'écoulement des eaux météoriques en modifiant la perméabilité des sols.

La quantité d'eau rejetée doit être mesurée chaque mois ou à défaut évaluée à partir de la mesure des quantités d'eau prélevés dans le réseau de distribution publique ou dans le milieu naturel.

## 8.2 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À LA RUBRIQUE 2517-1 (E)

### 8.2.1 Installation de traitement et de lavage des matériaux de la carrière

L'installation de transit, regroupement ou tri de produit minéraux ou de déchets non dangereux inertes est implantée et exploitée conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration au titre de la rubrique n° 2517. Elles doivent également respecter les dispositions suivantes.

La superficie totale de l'aire de transit de produits minéraux a une superficie totale de 20 000 m<sup>2</sup>. Les stocks sont répartis essentiellement à l'Ouest de l'entrée, et en bordure Nord et Est de la plateforme. Les stocks ont une hauteur moyenne de cinq m.

---

## 9 - DÉROGATION AUX MESURES DE PROTECTION DE LA FAUNE & FLORE SAUVAGE

---

### 9.1 NATURE DE LA DÉROGATION

Le bénéficiaire susvisé à l'article 1.1 du présent arrêté est autorisé à déroger à l'interdiction de détruire ou enlever et perturber intentionnellement des spécimens d'espèces animales/avifaune protégées, à l'interdiction de détruire, altérer ou dégrader des sites de reproduction ou aires de repos d'espèces animales/avifaune protégées, et à l'interdiction d'enlever et détruire des spécimens d'espèces végétales protégées dans le cadre du projet tel que décrit dans le dossier de demande sus-visé, l'exploitation de l'installation précisée à l'article 1.2 du présent arrêté.

La dérogation est délivrée pour les espèces animales/avifaunes et végétales suivantes pour les types d'interdiction suivants :

Espèce concernée	Nom français	Nom latin	Type d'interdiction
Plantes Vasculaires	Hélianthème faux-alysson	Cistus lasianthus subsp. alyssoides	Destruction de spécimens
Amphibiens	Rainette verte	Hyla arborea	Disparition de l'habitat, risque de destruction de
	Triton palmé	Lissotriton helveticus	

	Salamandre tachetée	<i>Salamandra salamandra</i>	spécimens
Reptiles	Couleuvre helvétique	<i>Natrix helvetica</i>	Risque de destruction de spécimens
	Lézard des murailles	<i>Podarcis muralis</i>	
	Lézard vert occidental	<i>Lacerta bilineata</i>	
Oiseaux	Accenteur mouchet	<i>Prunella modularis</i>	Risque de destruction de nichées
	Bergeronnette grise	<i>Motacilla alba</i>	
	Bruant jaune	<i>Emberiza citrinella</i>	
	Chardonneret élégant	<i>Carduelis carduelis</i>	
	Chouette hulotte	<i>Strix aluco</i>	
	Coucou gris	<i>Cuculus canorus</i>	
	Faucon crécerelle	<i>Falco tinnunculus</i>	
	Fauvette à tête noire	<i>Sylvia atricapilla</i>	
	Fauvette grisette	<i>Sylvia communis</i>	
	Grimpereau des jardins	<i>Certhia brachydactyla</i>	
	Hirondelle de rivage	<i>Riparia riparia</i>	
	Hypolaïs polyglotte	<i>Hipolais polyglotta</i>	
	Linotte mélodieuse	<i>Carduelis cannabina</i>	
	Loriot d'Europe	<i>Oriolus oriolus</i>	
	Mésange bleue	<i>Cyanistes caeruleus</i>	
	Mésange charbonnière	<i>Parus major</i>	
	Mésange huppée	<i>Lophophanes cristatus</i>	
	Mésange nonnette	<i>Poecile palustris</i>	
	Orite à longue queue	<i>Aegithalos caudatus</i>	
	Petit gravelot	<i>Charadrius dubius</i>	
	Pic épeiche	<i>Dendrocopos major</i>	
	Pic mar	<i>Dendrocopos medius</i>	
	Pic vert	<i>Picus viridis</i>	
	Pinson des arbres	<i>Fringilla coelebs</i>	
	Pipit des arbres	<i>Anthus trivialis</i>	
	Pouillot de Bonelli	<i>Phylloscopus bonelli</i>	
	Pouillot siffleur	<i>Phylloscopus sibilatrix</i>	
	Pouillot véloce	<i>Phylloscopus collybita</i>	
	Roitelet à triple bandeau	<i>Regulus ignicapilla</i>	
	Rossignol philomèle	<i>Luscinia megarhynchos</i>	
	Rougegorge familier	<i>Eritha cus rubecula</i>	
	Rougequeue à front blanc	<i>Phoenicurus phoenicurus</i>	

	Sittelle torchepot	Sitta europaea	
	Tarier pâtre	Saxicola rubicola	
	Troglodyte mignon	Troglodytes troglodytes	
Chiroptères	Chauves-souris	Indéterminées	Risque de destruction

## 9.2 LES MESURES D'ÉVITEMENT ET DE RÉDUCTION

L'exploitant précise le protocole d'abattage des arbres potentiels gîtes à chauves-souris.

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour envisager la transplantation des espèces végétales non protégées à enjeu fort (Astérocarpe blanchâtre et Sabline des montagnes) au sein des espaces préservées.

La dérogation délivrée à l'article 1.1.1 du présent arrêté est subordonnée au respect des conditions suivantes :

### 9.2.1 Mesures d'évitement

#### 9.2.1.1 Évitement de deux populations d'Hélianthème faux-alysson et d'habitats à chauve-souris

Sur les terrains de l'extension, la population d'Hélianthème faux-alysson est répartie sur deux principaux secteurs (au Nord-Est et au Sud-Ouest).

Les noyaux principaux de populations de ces deux secteurs font l'objet d'une mesure d'évitement total, représentant une superficie de 1,9 ha environ, soit 90 % de la population de l'espèce (secteurs d'évitement 1 et 2 sur la carte jointe en annexe).

Ces deux secteurs font l'objet d'un balisage par un écologue en début d'autorisation, en concertation avec le chef de carrière, puis d'une mise en défens, au plus près à 10 m des pieds. Il n'est pas édifié de merlon en bordure pour éviter l'installation d'espèces végétales indésirables sur les secteurs sauvegardés.

Ces deux secteurs d'évitement permettent en outre le maintien de plusieurs arbres à cavités susceptibles de constituer des gîtes à chauves-souris.

#### 9.2.1.2 Évitement de la zone humide et de la mare Sud

Les terrains de l'extrémité Est du projet d'extension abritent une zone boisée humide sur une surface d'environ 4 400 m<sup>2</sup> et une mare forestière d'une surface d'environ 150 m<sup>2</sup> (mare Sud).

Ces milieux et les boisements situés à l'Ouest font l'objet d'une mesure d'évitement total sur une surface de 9 732 m<sup>2</sup>. Cette mesure permet également de conserver un habitat de reproduction pour trois espèces d'amphibiens (Grenouille verte, Triton palmé et Salamandre tachetée), ainsi que les habitats terrestres de ces espèces.

#### 9.2.1.3 Évitement de la haie buissonnante de la bordure Nord de l'extension

La haie buissonnante (et partiellement arborée) entre la carrière actuelle et l'extension abrite un cortège caractéristique d'oiseaux des milieux agricoles semi-ouverts. On y observe plusieurs espèces patrimoniales (Bruant jaune, Chardonneret élégant, Linotte mélodieuse).

Elle est conservée en l'état, à l'exception d'une ouverture de 15 m pour le passage d'une piste et de la bande transporteuse.

Pour garantir l'intégrité de l'habitat et son bon état sanitaire, aucun dépôt de matériaux n'est réalisé à moins de 3 m du pied de la haie.

### 9.2.2 Mesures de réductions

#### 9.2.2.1 Protection de la population de rainette verte

Le bassin de décantation de la carrière actuelle est totalement remblayé avec des boues de lavage des sables extraits. Afin de permettre la reproduction de la population de Rainette verte, un nouveau bassin de décantation est mis en place sur les terrains de l'extension avant que le premier ne soit totalement comblé, ce qui permet à la population de Rainette verte de se déplacer vers ce nouveau bassin.

La proximité géographique des deux bassins facilite ce déplacement.

#### 9.2.2.2 Protection des amphibiens en phase terrestre et des reptiles

Les formations boisées et semi-ouvertes des terrains du projet d'extension abritent 3 espèces de reptiles et sont susceptibles de constituer des habitats d'abri pour trois espèces d'amphibiens.

Pour limiter le risque de destruction d'individus, les travaux de défrichement sont réalisés en deux étapes :

- la coupe de la végétation ligneuse (coupe des arbres, débroussaillage des arbustes et buissons) a lieu en période d'hibernation (novembre à février inclus). Cette opération ne perturbe pas les amphibiens et les reptiles qui hibernent en profondeur dans le sol. En l'absence de végétation, les terrains deviennent défavorables aux espèces au printemps suivant ;
- les travaux de débardage des arbres et de dessouchage sont menés lors de l'été ou de l'automne suivant.

#### 9.2.2.3 Protection des oiseaux nichant au sol

Pour éviter toute destruction éventuelle d'œufs et de poussins d'oiseaux nichant au sol dans la parcelle cultivée et dans la friche maigre de l'extension, les travaux de décapage sur ces parcelles sont réalisés en dehors de la période de nidification des oiseaux et d'élevage des jeunes, celle-ci s'étendant du mois de mars au mois d'août inclus.

#### 9.2.2.4 Protection des oiseaux nichant dans les structures ligneuses

Pour éviter toute destruction éventuelle d'œufs et de poussins d'oiseaux nichant dans les formations ligneuses (fourrés et boisements), les travaux de coupe des arbres, arbustes et buissons sont réalisés en dehors de la période de nidification des oiseaux et d'élevage des jeunes, celle-ci s'étendant du mois de mars au mois d'août inclus.

#### 9.2.2.5 Protection des hirondelles de rivages

La carrière abrite une petite colonie d'Hirondelles de rivage au niveau des fronts d'exploitation (bassin d'extraction).

Pour éviter l'installation d'hirondelles sur les fronts en cours d'exploitation (à partir de la mi-avril et jusqu'à fin juillet), ces derniers sont écrêtés dans leur partie supérieure et sur une hauteur minimale d'un mètre de façon à créer une pente inférieure à 60°. Cette opération est nécessaire que la veille des week-ends et surtout en avril et mai.

Les fronts colonisés sont conservés en l'état jusqu'à la fin du mois de juillet.

#### 9.2.2.6 Protection des chauves-souris arboricoles

Pour éviter toute destruction éventuelle d'individus de chauves-souris s'abritant dans des cavités d'arbres (cavités de pics, fissures importantes...), la coupe des arbres abritant des cavités est réalisée de début septembre à fin octobre, période de l'année la moins vulnérable pour ce groupe biologique (après la reproduction et avant l'hibernation).

Cette mesure nécessite de réaliser un repérage et un marquage préalable des arbres potentiellement favorables, en plusieurs étapes au cours de la période autorisée, selon le phasage de défrichement.

Le repérage est effectué par un écologue, en période hivernale, et la coupe est réalisée à l'automne suivant.

Un protocole d'abattage des arbres potentiels gîtes à chauves-souris est établi préalablement.

Le bilan des mesures saisonnières (R2 à R6) est le suivant :

- la coupe des arbres et buissons de défrichement est réalisée de début novembre à fin février, sauf pour les arbres à cavités qui sont coupés en septembre et octobre. Les travaux de débardage et de dessouchage sont réalisés durant l'été ou l'automne suivant la coupe ;
- les travaux de décapage des habitats (oiseaux nichant au sol) sont réalisés de septembre à février ;
- les travaux d'exploitation sont interrompus sur les fronts occupés par les Hirondelles de rivage jusqu'à fin juillet.

#### 9.2.2.7 Protection d'un pied remarquable d'Hélianthème Faux-Alysson

La grande parcelle ouverte au centre de l'extension n'abrite qu'un seul pied d'Hélianthème faux-alysson mais de taille respectable puisqu'il s'étend sur un diamètre d'environ 1,50 m.

Ce pied localisé à l'extrémité Ouest de la parcelle est déplacé sur le secteur d'évitement 1 durant la première phase quinquennale d'exploitation.

Il est transporté immédiatement à l'aide d'un chargeur jusqu'au secteur d'évitement 1 et installé dans une cavité creusée sur une largeur et une profondeur adaptée à la taille de la motte prélevée. La zone d'accueil est définie par un écologue.

Le déplacement est réalisé en fin d'automne ou début d'hiver. Le pied est prélevé avec une pelle mécanique en veillant à récupérer le maximum de racines.

### **9.3 LES MESURES DE COMPENSATION ET D'ACCOMPAGNEMENT**

L'autorisation environnementale qui tient lieu de dérogation, délivrée à l'article 1.1.1 du présent arrêté est subordonnée au respect des conditions suivantes :

#### **9.3.1 Mesures de compensation**

##### **9.3.1.1 Restauration de landes et pelouses relictuelles à Héliantheme faux-alysson**

L'Héliantheme faux-alysson est une plante héliophile des landes sèches ouvertes. Une réouverture totale ou partielle des deux secteurs d'évitement 1 et 2 (annexe) est réalisée par coupe des arbres et débroussaillage des buissons durant la première phase quinquennale d'exploitation, puis entretien durant le restant de la période autorisée.

Sur le secteur d'évitement 1, les travaux d'ouverture ne concernent que la zone riche en Héliantheme faux-alysson, dans la partie Ouest du secteur.

Sur le secteur d'évitement 2, il est préconisé une coupe totale de la futaie mixte, sans défrichement pour ne pas perturber de façon trop importante l'habitat. Des précautions doivent être prises lors des travaux de coupe et de débardage pour éviter au mieux les stations d'Héliantheme faux-alysson, en particulier le long des chemins forestiers.

Les préconisations pour la restauration des landes sèches sont les suivantes :

- Lande en cours de boisement : La restauration des landes vraiment fermées (naturellement ou par plantation) peut passer par des coupes, du broyage et, de façon locale et encadrée, voire du décapage pour évacuer une litière trop importante. Un broyage tous les cinq à dix ans en moyenne (selon la sécheresse du sol notamment) semble raisonnable pour contrôler la dynamique de fermeture lorsqu'il n'y a pas d'entretien. Si le site est entretenu, la fréquence peut être plus faible. Un suivi de stations-témoins permet d'ajuster la fréquence ;
- Lors du broyage ou de la fauche, on veille à laisser des zones refuges (fauche alternée) ;
- Suivi et entretiens ultérieurs.

##### **9.3.1.2 Mise en place de gîtes artificiels à chauves-souris**

Pour réduire l'effet de la disparition d'arbres potentiellement favorables aux chauves-souris sur une surface boisée d'environ 15 ha, dix gîtes artificiels sont installés dans les boisements concernés par les mesures d'évitement E1, E2 et E3.

Ces gîtes sont mis en place par un écologue durant la première phase quinquennale d'exploitation. Ils font l'objet d'un suivi de leur occupation éventuelle et d'un entretien durant toute la période autorisée.

##### **9.3.1.3 Aménagement d'une mare forestière**

Pour compenser la disparition de la mare Nord, une nouvelle mare forestière est aménagée dans la pointe Est de la zone humide conservée, à proximité du ruisseau affluent de la Grande-Sauldre, au niveau d'une petite clairière .

Elle est creusée sur une surface d'environ 30 m<sup>2</sup> et une profondeur maximale d'environ 1 m. Le tiers du linéaire de berges est taluté en pente douce (10 à 20°). Les travaux sont réalisés en période automnale durant la première phase quinquennale d'exploitation, sous le contrôle d'un écologue.

#### **9.3.2 Mesures de suivi**

L'exploitant met en place un suivi faunistique et floristique régulier durant la période d'autorisation.

Ce suivi porte sur :

- l'évolution des habitats restaurés sur les secteurs d'évitement 1 et 2, en particulier pour définir les opérations d'entretien (mesures E1 et C1) ;
- l'évolution des populations d'amphibiens des bassins de décantation (mesure R1), des mares Nord et Sud conservées (mesures E2 et E3), de la nouvelle mare aménagée (mesure C3) et du bassin d'extraction ;
- le repérage en plusieurs étapes des arbres à cavités (mesure R6) ainsi que sur la mise en place et la surveillance (suivi de leur occupation, entretien) des gîtes artificiels à chauves-souris (mesure C2).

Ce suivi est assuré par une structure naturaliste compétente : association, CPIE, CEN, bureau d'étude... .

Celle-ci a également pour rôle d'accompagner la société SAS Entreprise CASSIER dans la réalisation des travaux à vocation écologique.

Une première campagne de suivi est réalisée deux ans après les travaux de coupe des secteurs d'évitement et d'aménagement de la nouvelle mare forestière, puis maintien d'un suivi tous les deux ans durant trois campagnes successives. Le suivi pourra ensuite être quinquennal.

Le repérage des arbres à cavités est mené en fonction du calendrier de défrichement.

Le protocole de suivi est défini par la structure en charge du suivi : protocoles d'échantillonnage, modalités de restitution des données, etc.

Un rapport est rédigé après chaque campagne de suivi et adressé à la société pour mise à disposition de l'administration.

#### 9.4 DURÉE DE LA DÉROGATION

La dérogation délivrée à l'article 9.1 du présent arrêté l'est pour une durée de 30 ans.

#### 9.5 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION ENVIRONNEMENTALE

La mise en œuvre des mesures prévues fera l'objet d'un suivi écologique et d'une évaluation tous les deux ans durant trois campagnes successives puis le suivi pourra ensuite être quinquennal (après accord de l'inspection des installations classées) avec transmission d'un bilan à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement. Le plan des mesures ERC est en annexe six du présent arrêté.

Le bénéficiaire susvisé à l'article 1.1 du présent arrêté établit et tient à jour un rapport complet après chaque campagne, dont un exemplaire est transmis à l'inspection des installations classées.

## 10 - DÉFRICHEMENT

### 10.1 NATURE DE L'AUTORISATION DE DÉFRICHEMENT

Le bénéficiaire désigné à l'article 1.1 du présent arrêté est autorisé à défricher pour une superficie de 16,83 ha sur les parcelles suivantes :

Commune	Lieux-dits	Section	Parcelle	Surface de la parcelle	Surface à défricher par parcelle (m <sup>2</sup> )
Brinon-sur-Sauldre	Le Limon	B	204	40 400	31 000
			210 pp	5 534	1 300
Clémont	La Baronnière	C	535 pp	24 800	10 500
			536 pp	55 680	3 850
			544 pp	7 512	4 900
			545 pp	21 891	14 400

			1291 pp	203 331	69 440
	La Baronnière	C	1538 pp	67 295	32 870
			<b>Total</b>	<b>426 443</b>	<b>168 260</b>

L'autorisation de défrichement, délivrée à l'article 1.1 du présent arrêté est subordonnée au respect des conditions suivantes.

## 10.2 ECHEANCIER DU DÉFRICHEMENT

Phase de défrichement	Surface concernée en m²	Période quinquennale d'extraction correspondante – échéance par rapport à la date du présent arrêté
1	32 870	T0 début de la première phase quinquennale
2	19 155	T + 4 ans fin de la première phase quinquennale
3	29 570	T + 12 ans au cours de la troisième phase quinquennale
4a	27 640	T + 14 ans en fin de troisième phase quinquennale
4b	14 600	T + 18 ans en cours de la quatrième phase quinquennale
5	33 200	T + 19 ans en fin de quatrième phase quinquennale
6	12 425	T + 24 ans en fin de cinquième phase quinquennale
<b>Total</b>	<b>168 260</b>	

Plan de phasage de défrichement en annexe sept.

## 10.3 LES MESURES DE COMPENSATION ET D'ACCOMPAGNEMENT

### 10.3.1 Boisements concernés par le défrichement

La réalisation du défrichement est subordonnée aux trois conditions suivantes :

- réalisation d'un boisement compensatoire d'une surface de 8,8 ha,
- travaux d'amélioration sylvicole,
- le versement d'une indemnité au Fond Stratégique de la Forêt et du Bois (FSFB) dans les conditions prévues au chapitre 10.3.3.

Le tableau suivant précise les parcelles défrichées, le régime, le coefficient multiplicateur au sens de l'instruction technique DGPE/SDFCB/2015-656 du 29/07/2015, les surfaces à compenser en boisement/reboisement, et/ou en travaux d'amélioration sylvicoles, et/ou le cas échéant par un versement au Fond Stratégique de la Forêt et du Bois (FSFB) :

Commune	Section	N°	Surface parcelle	Régime d'autorisation	Surface défrichée (ha)	Surface autorisée (ha)	Coefficient multiplicateur	Surface défrichée (ha) x coefficient multiplicateur
Brinon-sur-Sauldre	B	204	4,0400	Non	3,100	-	-	-
	B	210p	0,5534	Oui	0,130	0,130	2	0,260
Clémont	C	535p	2,4800	Oui	1,050	1,050	2	2,100
	C	536p	5,5680	Oui	0,385	0,385	2	0,770
	C	544p	0,7512	Oui	0,490	0,490	1	0,490
	C	545p	2,1891	Oui	1,440	1,440	1	1,440
	C	1291 p	20,3331	Non	6,944	2,235	1	2,24
	C	1538 p	6,7295	Oui	3,287	3,287	2	6,574



				<b>Surface totale</b>	<b>16,826</b>	<b>6,902</b>	<b>Surface totale à compenser</b>	<b>13,869</b>
--	--	--	--	-----------------------	---------------	--------------	-----------------------------------	---------------

### 10.3.2 Compensation forestière écologique des défrichements

Cette mesure concerne la compensation forestière écologique des défrichements de 13,869 ha de boisements dont 9,017 ha soumis à autorisation.

Les compensations des peuplements forestiers de type "chênaie sessiflore ligérienne acidiphile à alisier torminal" détruits, sont opérées sur les parcelles suivantes :

Commune	Section	N°	Surface totale parcelle (ha)	Surface de boisement (ha)	Délai légal de plantation
Clémont	A	1 337	2,8337	0,830	N* + 5
Sainte-Montaine	C	161	9,2500	6,600	N* + 5
Brinon-sur-Sauldre	B	93	2,2224	1,050	N* + 1
	B	94	1,3114	1,310	N* + 1
	B	96	6,7080	0,699	N* + 1
	B	104	4,5440	0,640	N* + 1
	B	107	7,8120	0,490	N* + 1
	B	109	2,8960	2,250	N* + 1
<b>Total surface</b>			<b>37,5775</b>	<b>13,869</b>	<b>N* + 5</b>

N\* = date de notification de l'autorisation

### 10.3.3 Plantation, entretien, gestion et suivi des plantations

Le bénéficiaire doit s'adjoindre les services d'un assistant à maître d'ouvrage (gestionnaire forestier, expert forestier...) pour arrêter son programme en termes de plantations.

Il doit également désigner un maître d'œuvre (experts forestiers, gestionnaires forestiers professionnels). Il désigne les principales entreprises susceptibles de réaliser le projet de boisement, puis réaliser les opérations d'entretien.

Conformément à l'article L. 341-9 du code forestier, le bénéficiaire dispose d'un délai d'un an après la notification de la présente autorisation pour produire l'acte d'engagement des travaux de boisement et/ou d'amélioration sylvicole.

Le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre se réfèrent au Schéma Régional de Gestion Sylvicole (SRGS) de la région Centre afin de réaliser et de mener à bien les boisements.

Une étude spécifique est réalisée, via l'assistant à maîtrise d'ouvrage spécialisé, afin d'étudier les potentialités du sol des parcelles choisies pour le reboisement. Cette dernière permet de cibler les essences « objectifs » et celles qui les accompagnent afin de garantir une réussite de plantation.

L'ensemble des traitements forestiers sont décrits dans le SRGS pour l'ensemble des boisements types.

Le bénéficiaire met en place toutes les mesures nécessaires à la réussite de la mesure de reboisement, notamment :

- pour la définition technique du projet de reboisement, choix des essences, technique de plantation ;\*
- réception des travaux préparatoires à la plantation ;
- réception des plants ;
- réception des travaux de plantation ;

- réception des autres travaux (contre le gibier et les ravageurs) ;
- réception des entretiens (mises en place des opérations de dégagement des plantations et de tailles de formations et d'élagage).

Les densités sont variables selon le projet sylvicole choisi.

Sur terres agricoles, les densités sont supérieures, jusqu'à 1 800 à 2 600 plants/ha pour les essences « objectif », du fait d'un taux de perte important en particulier à cause du gibier.

Le suivi s'étale sur 30 ans après la mise en place de la mesure à raison d'une sortie tous les ans pendant cinq ans puis à l'année n+7, n+10, n+15, n+20, n+25 et n+30. Il permettra de vérifier le bon développement des arbres plantés, de vérifier leur état, de remplacer les individus morts, malades ou ayant subi des dommages (gibiers, actions mécaniques) et de remplacer les individus disparus, dans la limite de la densité optimale qui a été définie en fonction des essences.

L'entretien fait l'objet d'une programmation établie, en fonction des essences mises en place, dès la plantation initiale. Il est adapté aux situations rencontrées lors des opérations de suivi.

#### **10.3.4 Publication spécifique au volet « défrichement »**

La présente autorisation fait l'objet, par les soins du bénéficiaire, d'une double publication débutant quinze jours au moins avant le début des travaux de défrichement :

- sur le terrain, de manière visible de l'extérieur. Il doit être maintenu pendant toute la durée des opérations de défrichement ;
- dans chacune des mairies concernées pendant deux mois. Le plan cadastral des parcelles à défricher est consultable, pendant la durée des opérations de défrichement, en mairie.

#### **10.3.5 Délais**

Le pétitionnaire dispose d'un délai d'un an à compter de la notification de l'autorisation pour fournir une preuve d'engagement (mise en œuvre) des boisements prévus. Les travaux doivent être achevés dans un délai de 5 ans à compter de la notification de l'autorisation.

En cas d'absence de la preuve d'engagement dans un délai d'un an à compter de la notification de l'autorisation, l'indemnité compensatrice (voir méthode de calcul ci-dessous) sera mise en recouvrement au Fond Stratégique de la Forêt et du Bois (FSFB).

Le montant de la compensation au FSFB est calculé comme suit :

(surface totale à compenser après application des coefficients multiplicateurs – surface totale reboisée au titre de la compensation forestière) (ha) x **4 900 €/ha**.

Soit un montant de **67 958,10 €** : 13,869 ha x **4 900 €/ha**

Ce montant peut être actualisé dans le cas contraire, après la visite de contrôle et le calcul des surfaces effectivement boisées, par les services de l'État.

### 11.1 DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément à l'article L. 181-17 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré, selon les dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, au tribunal administratif, 28 rue de la Bretonnerie, 45 057 ORLEANS

- Par le bénéficiaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture ou de l'affichage en mairie (s) de l'acte, dans les conditions prévues à l'article R. 181-44 de ce même code. Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Dans un délai de deux mois à compter de la notification de cette décision pour le pétitionnaire ou de sa publication pour les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, les recours administratifs suivants peuvent être présentés :

- un recours gracieux, adressé à monsieur le préfet du Cher - Place Marcel Plaisant CS 60022 - 18020 BOURGES Cedex,
- un recours hiérarchique, adressé à monsieur le ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires - direction générale de la prévention des risques - Arche de La Défense - Paroi Nord – 92055 LA DEFENSE CEDEX.

Le recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours contentieux prévus par l'article R. 181-50 du code de l'environnement.

### 11.2 MESURES DE PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement :

1° Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale ou de l'arrêté de refus est déposée en mairie de Brinon-sur-Sauldre et Clémont et peut y être consultée ;

2° Un extrait de cet arrêté est affiché en mairies de Brinon-sur-Sauldre et Clémont pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R. 181-38 du code de l'environnement, à savoir : le conseil municipal de Sainte-Montaine et le conseil communautaire de la communauté de commune « Sauldre et Sologne » ;

4° L'arrêté est publié sur le site en ligne des services de l'État dans le Cher pour une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

### 11.3 EXÉCUTION

La secrétaire générale de la préfecture, la sous-préfète de l'arrondissement de Vierzon, le directeur départemental des territoires, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le directeur de l'agence régionale de santé et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes de Brinon-sur-Sauldre et Clémont ainsi qu' à la société SAS Entreprise CASSIER.

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
La secrétaire générale,

*signé*

Camille de WITASSE THÉZY

Annexe 1 : Carte de situation du projet au 1/25 000<sup>e</sup>,

Annexe 2 : Plan parcellaire,

Annexe 3 : Phasage de l'exploitation

Annexe 3.1 : Phasage d'exploitation (phase 1)

Annexe 3.2 : Phasage d'exploitation (phase 2 et 3)

Annexe 3.3 : Phasage d'exploitation (phase 4 et 5)

Annexe 3.4 : Phasage d'exploitation (phase 6)

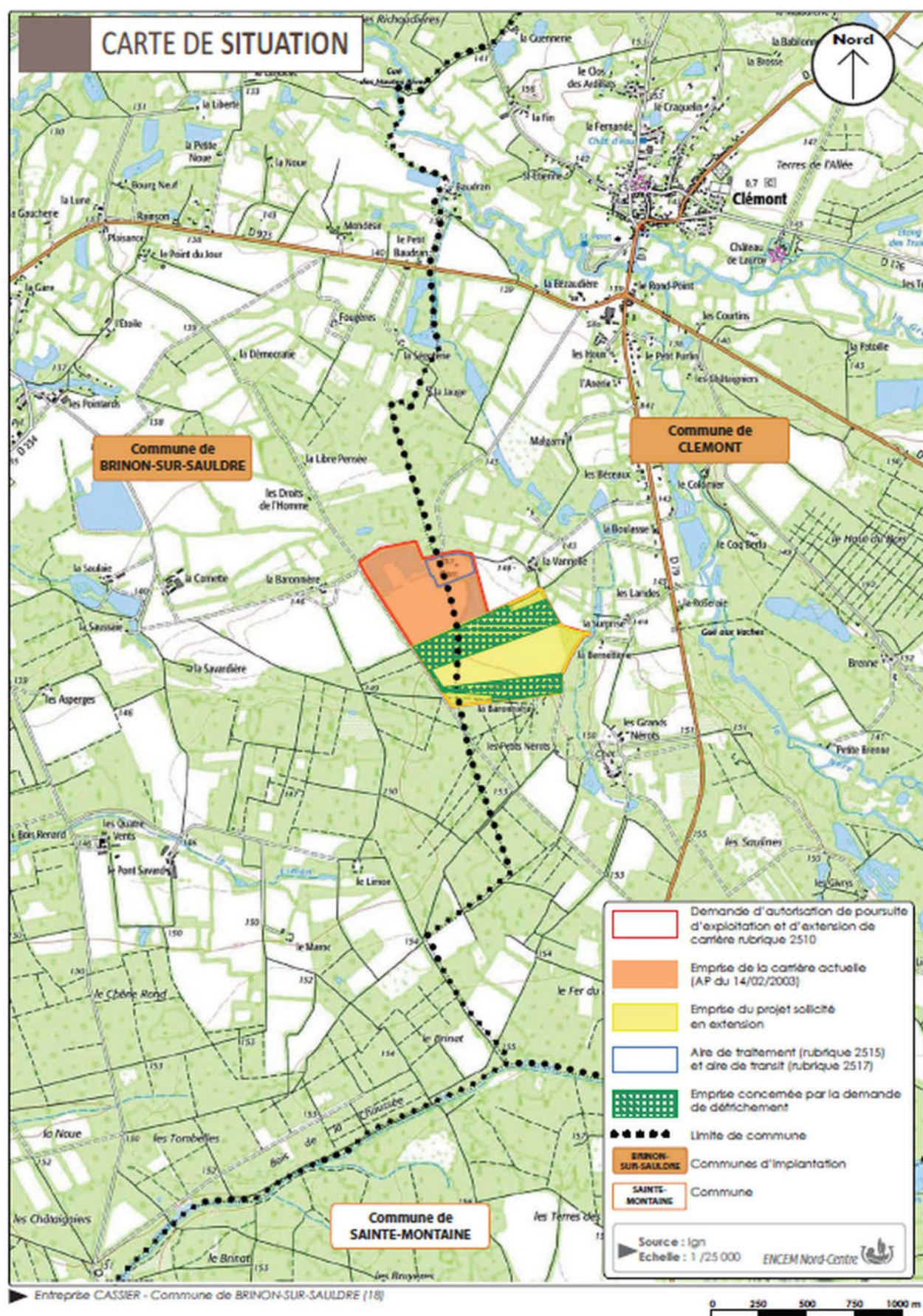
Annexe 4 : Plan de remise en état final

Annexe 5 : Plan de l'ensemble des réseaux de contrôle

Annexe 6 : Plan des mesures ERC

Annexe 7 : Plan de phasage de défrichement







## Plan cadastral parcellaire

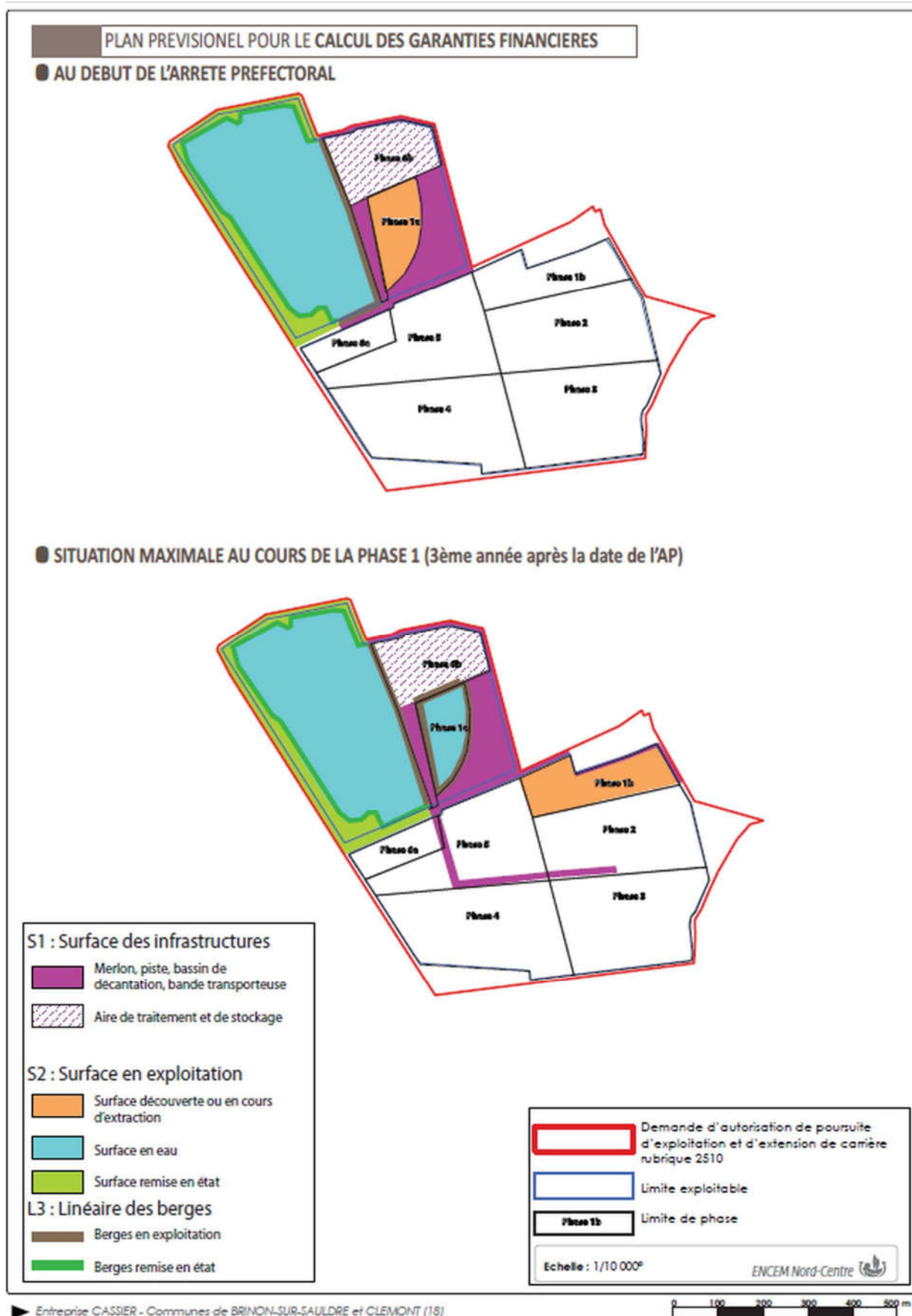


## Plan de phasage d'exploitation

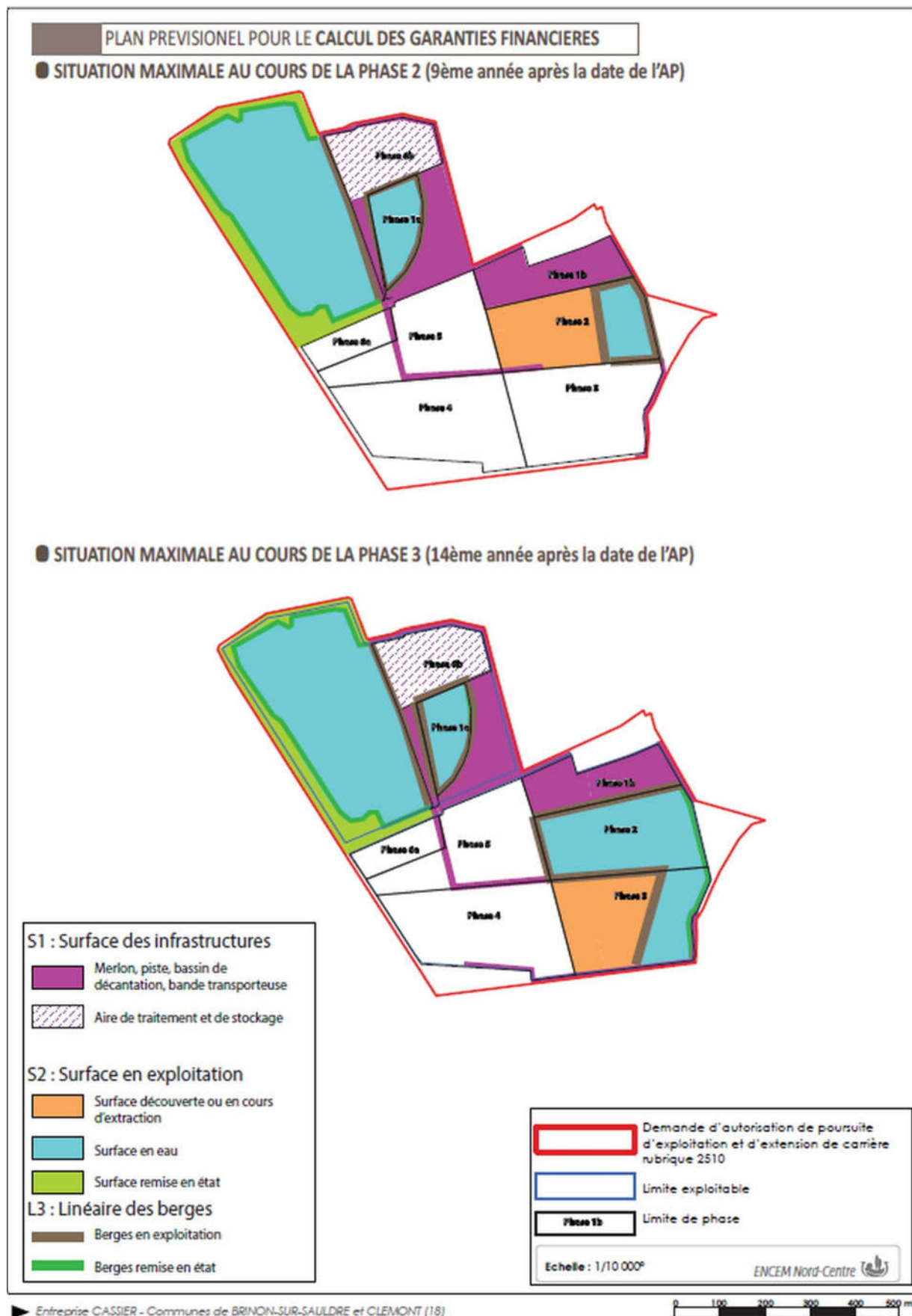




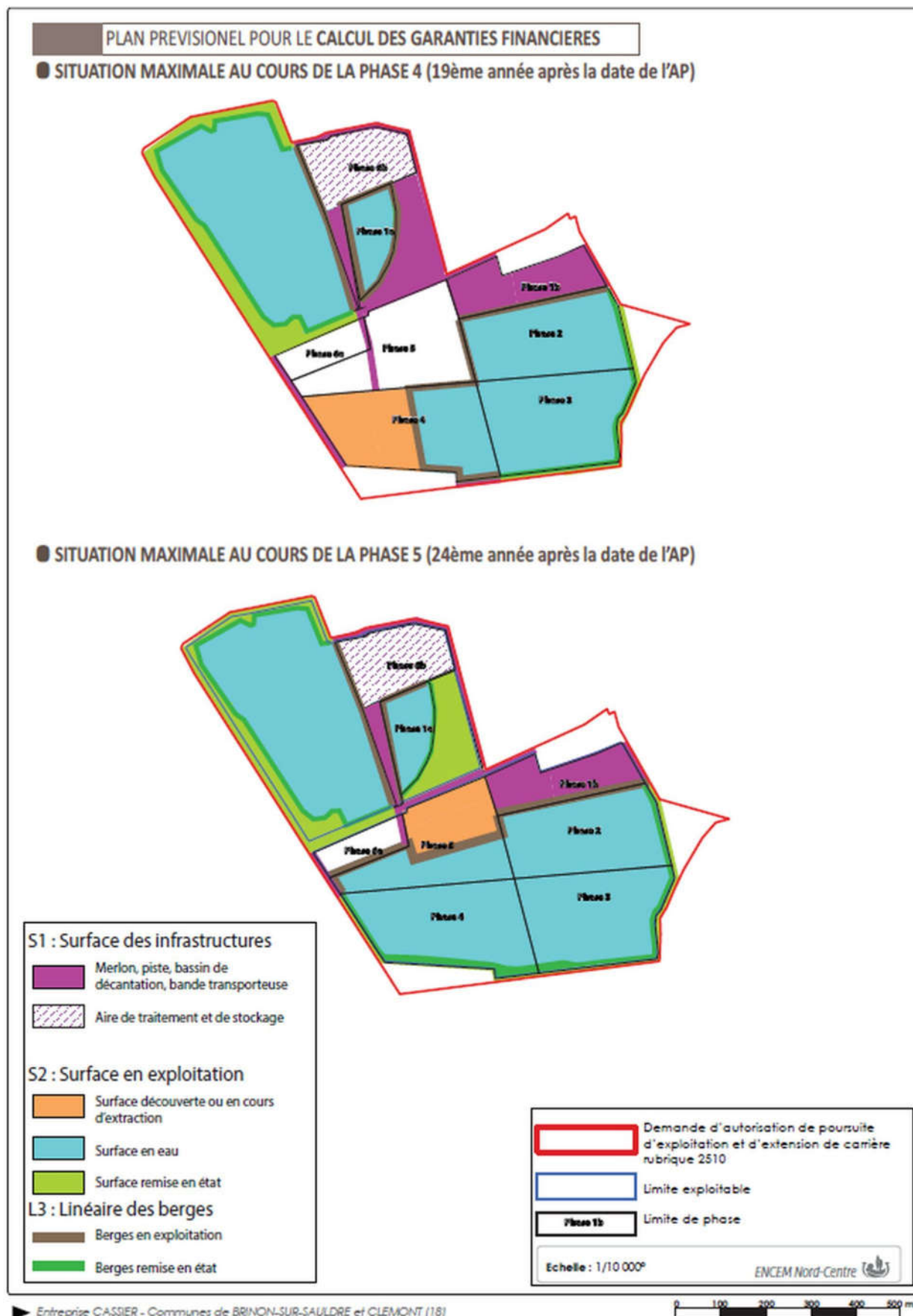
Phasage d'exploitation (phase 1)



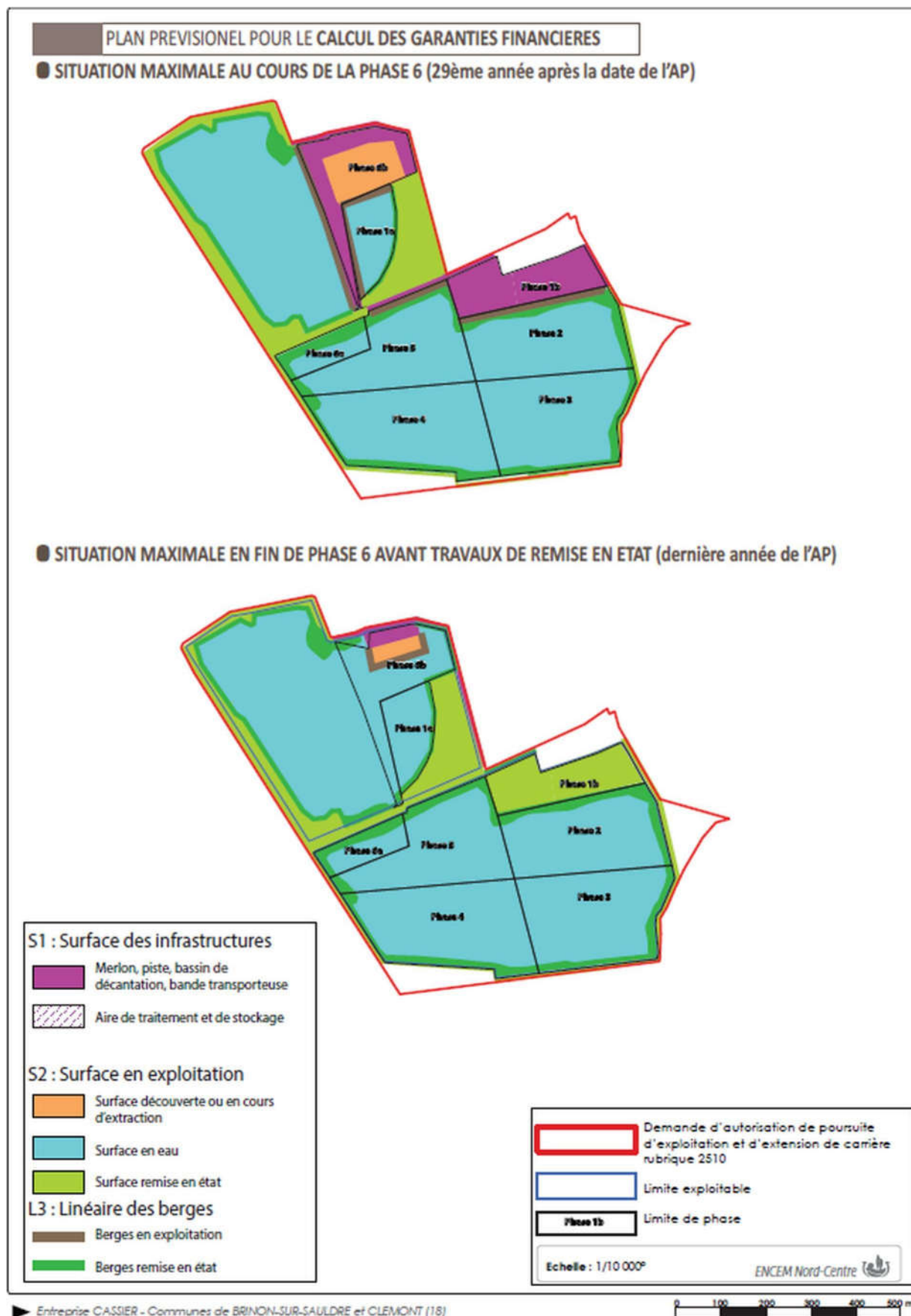
Phasage d'exploitation (phase 2 et 3)



Phasage d'exploitation (phase 4 et 5)

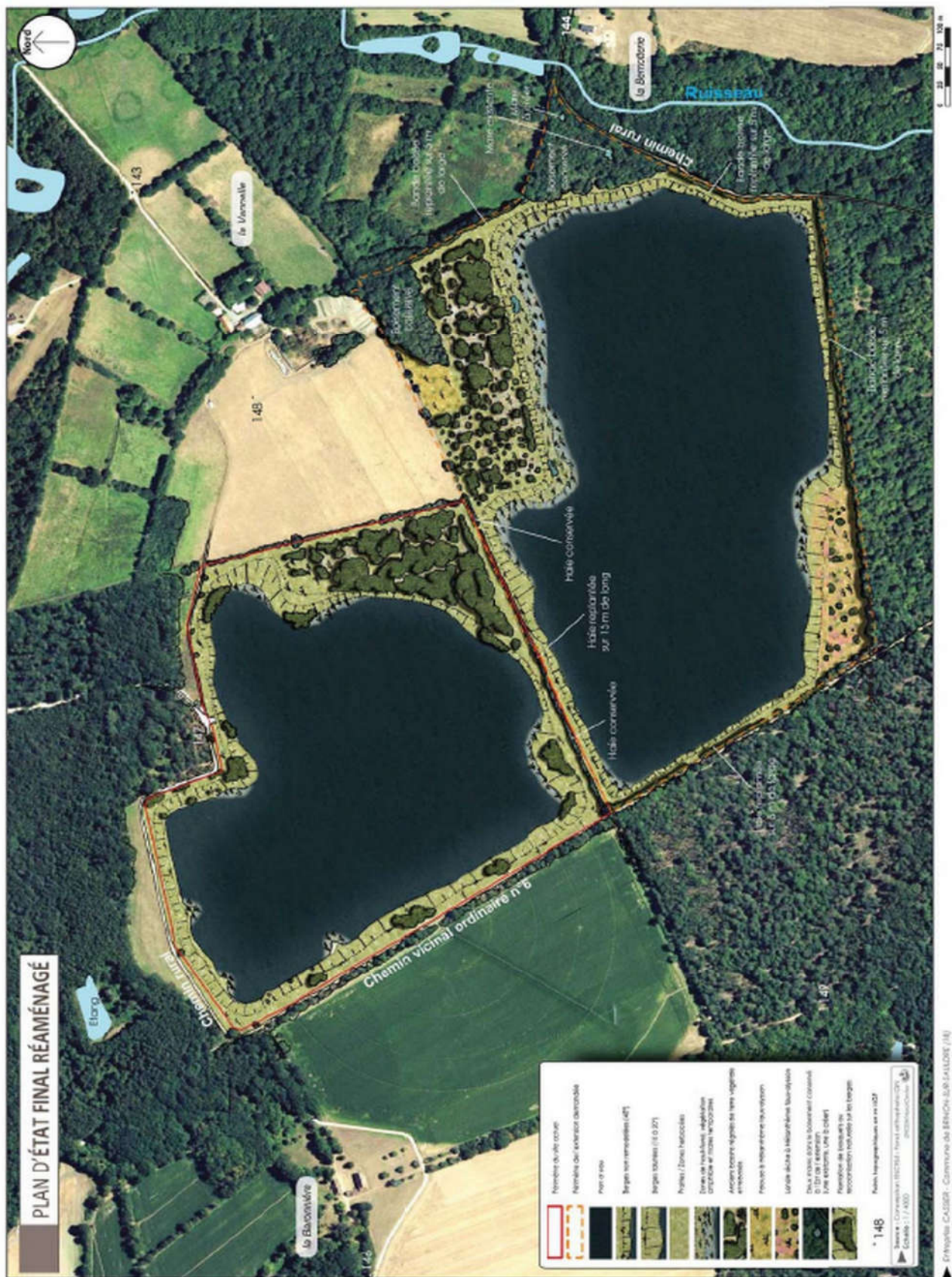


Phasage d'exploitation (phase 6)

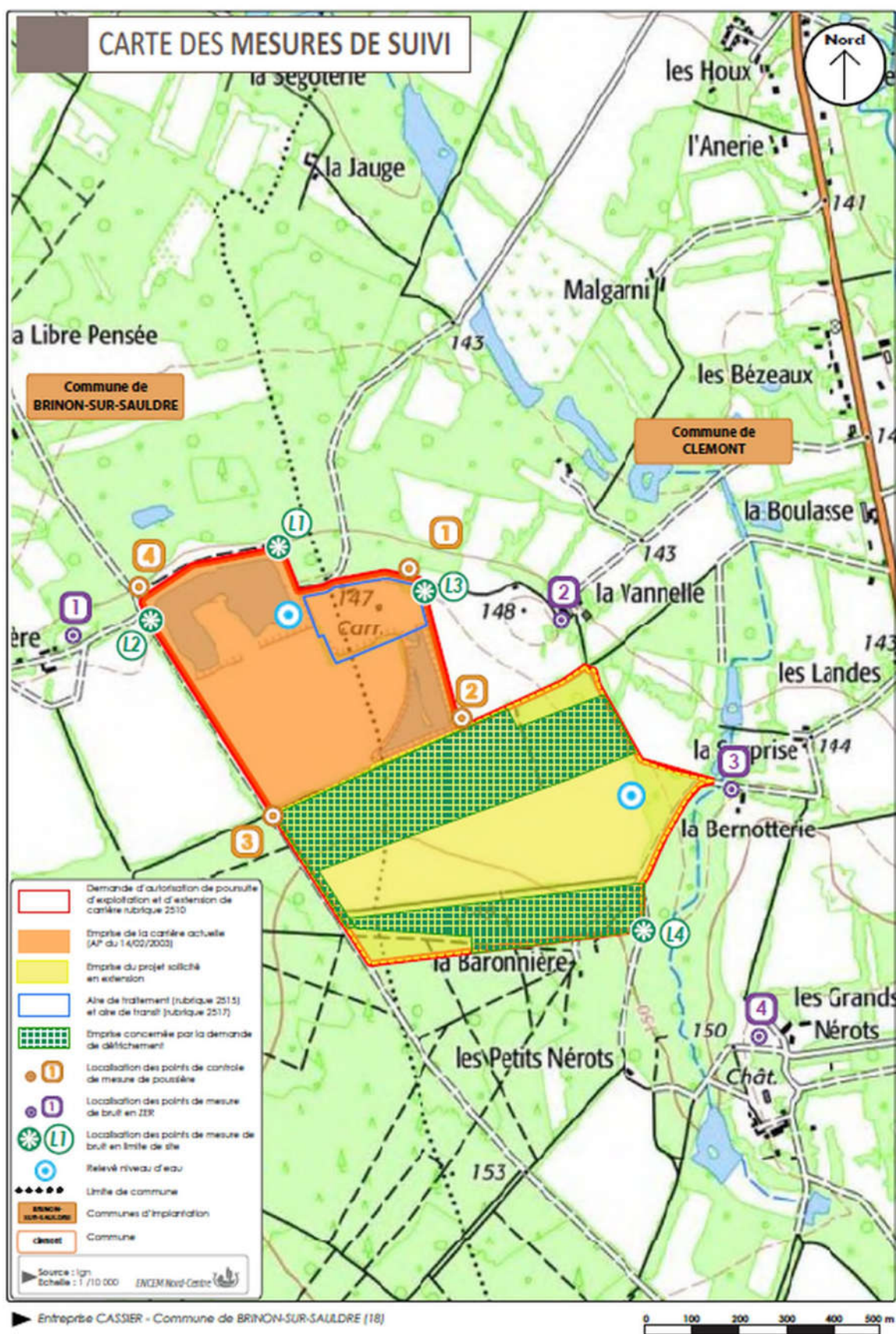




**Annexe 4 à l'arrêté préfectoral n° 2023-0737 du 22 mai 2023**  
**Plan de remise en état final**

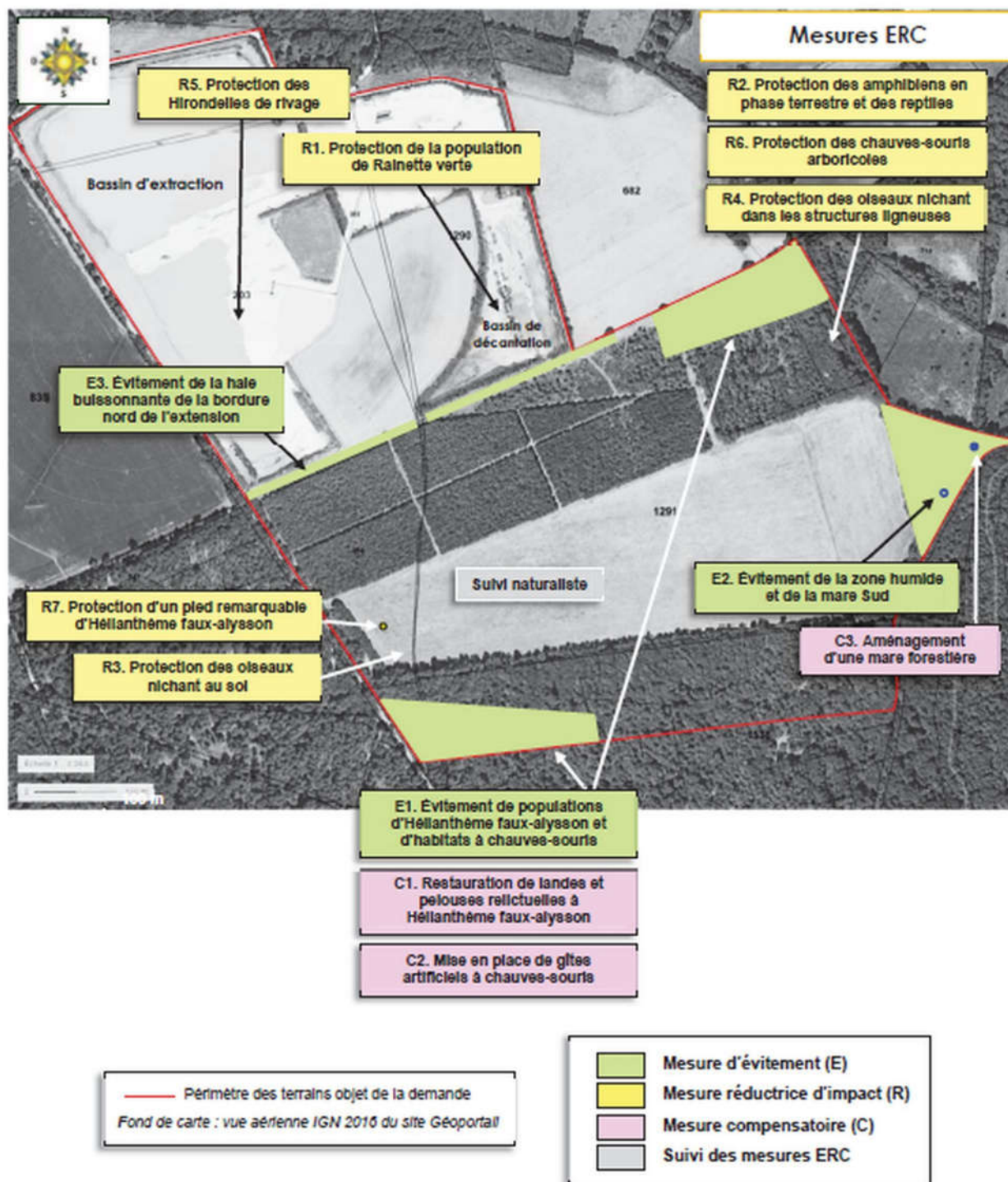






Plan des mesures ERC

Figure 7 : Carte des mesures écologiques





## Plan de phasage de défrichage

